DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@mail.com

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1.1. LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@mail.com

Liste des servitudes d'utilité publiques

« Les servitudes d'utilité publique constituent des limitations administratives au droit de propriété. Elles sont instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. […] Elles sont créées par des lois et règlements particuliers, codifiés ou non et ont un caractère d'ordre public interdisant aux particuliers d'y déroger unilatéralement » (sources : Cerema).

Les servitudes sont annexées au plan local d'urbanisme, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Catégorie	Libellé	DUP
AC2	Servitude relative aux sites inscrits et classés : - site du Bloc erratique de la Condamine (section E, parcelle 281) Gestionnaire de la servitude : DREAL PACA 16 rue Zattara CS 70248 13331 - Marseille cedex 3	Arrêté préfectoral de 1912.
AS1	Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et minérales - Captage de Fontfroide - Captage de Fortube	Captage de Fontfroide : arrêté préfectoral n°2008-67-5 du 07/03/2008 Captage de Fortube : arrêté préfectoral n°2008-67-4 du 7 mars 2008
PM1	Plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de La Roche-des-Arnauds	Arrêté préfectoral d'approbation n°2011-19-8 du 19/01/2011 et arrêté préfectoral de modification n° 05-2018-12-04-004 du 04/12/2018
T1	Servitude relative à la voie ferrée	

Liste des servitudes d'utilité publique de La Roche-des-Arnauds
Sources : département des Hautes-Alpes

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1.2. AC2 ET AS1 : CARTE DE LOCALISATION

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

Echelle de la carte : 1/7500e

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.brevillot28@gmail.com

Servitudes d'utilité publique

Servitude relative aux sites inscrits et classés (AC2) : site du Bloc erratique de la Condamine

Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables

- Périmètres de protection immédiats
- Périmètres de protection rapprochés

Fond de plan

- Limites communales (source : DGFIP)
- Tronçons de cours d'eau (source : DGFIP)
- Parcelles cadastrales (source : DGFIP)
- Bâtiments (source : DGFIP)

Captage de Fontfroide

Captage de Fortube

Bloc erratique de la Condamine

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1.3. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

ARRETE PREFECTORAL N° 2011-19-8 du 19/01/2011
PORTANT APPROBATION DU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES DE LA COMMUNE DE LA ROCHE DES ARNAUDS

La Préfète des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L142-2, L211-1, L443-2 et R123-14, R600 et suivants;

VU le code des assurances, et notamment l'article L125-6;

VU la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile;

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L 562-1 et suivants;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-240-3 du 28 aout 2007 prescrivant l'établissement du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS;

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière du 12/11/2009;

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture des Haute-Alpes en date du 16/11/2009;

VU l'avis du Conseil municipal de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS en date du 11/12/2009;

VU l'arrêté préfectoral n° 2010-62-1 du 3/03/2010 prescrivant la mise en enquête publique du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS, laquelle enquête publique s'est déroulée du 12/04/2010 au 14/05/2010;

VU l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 8/06/2010;

VU les pièces du dossier transmises par M. le Directeur Départemental des Territoires;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes-Alpes :

A R R E T E

Article 1er -

Est approuvé, tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS.

Article 2 -

Le dossier de P.P.R.N. comprend :

1. Un rapport de présentation (volume1),
2. Un rapport de présentation (volume2),
3. Une carte hydrogéographie et hydrogéologie,
4. Une carte des phénomènes historiques,
5. Une carte des ouvrages de protection
6. Une carte des aléas,
7. Une carte des enjeux,
8. Un règlement,
9. Une carte de zonage réglementaire.

Article 3 -

Ce dossier est tenu à la disposition du public tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :
1 – à la mairie de LA ROCHE DES ARNAUDS,
2 – à la Préfecture des Hautes-Alpes, à Gap

Article 4 -

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal ci-après désigné :
le Dauphiné Libéré (édition des Hautes-Alpes).

Article 5 -

Copie du présent arrêté sera affichée à la mairie dans les panneaux d'affichage officiels, pendant un mois au minimum. Cette mesure de publicité sera justifiée par un certificat du maire adressé à la préfecture.

Article 6 -

Le Plan de Prévention des Risques approuvé vaut servitude d'utilité publique et sera à ce titre annexé au Plan Local d'Urbanisme dans un délai de trois mois conformément aux articles L-126-1 et R-126-1 du Code de l'Urbanisme.

Article 7 -

Tout recours gracieux contre le présent arrêté doit parvenir en Préfecture des Hautes-Alpes dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.
Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.

Article 8 -

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

1 – M. le Maire de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS,
2 – M. le Directeur Départemental des Territoires,
3 – M. le Chef du Service de Restauration des Terrains en Montagne,
4 – M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile.

Article 9 -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur des Services du Cabinet, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et Monsieur le Maire de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gap, le 19 janvier 2011
La Préfète



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Service interministériel de défense
et de sécurité civile

Gap, le 04 décembre 2018

Arrêté préfectoral n° 05-2018-12-04-004

**Portant approbation de la modification
du plan de prévention des risques naturels prévisibles
de la commune de La Roche des Arnauds**

**La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la légion d'honneur**

VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L142-2, L211-1, L443-2 et R123-14, R600 et suivants ;

VU le code des assurances, et notamment l'article L125-6 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L 562-1 et suivants ;

VU la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret du 15 novembre 2017 portant nomination de Madame Cécile BIGOT-DEKEYZER en qualité de Préfète des Hautes-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-19-8 du 19 janvier 2011 portant approbation du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de La Roche des Arnauds ;

VU l'arrêté préfectoral n° 05-2018-05-04-003 du 4 mai 2018 portant prescription de la modification du Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles de la commune de La Roche des Arnauds ;

VU l'avis favorable de la commune de La Roche des Arnauds ;

VU l'avis favorable de la communauté de communes du Büech-Devoluy ;

VU les observations sur le projet de règlement au cours de la mise à disposition au public du projet de modification du PPR, durant la période du lundi 28 mai 2018 au vendredi 29 juin 2018 inclus ;

VU les pièces du dossier transmises par M. le Directeur Départemental des Territoires ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur des services du cabinet de la Préfecture des Hautes-Alpes :

A R R E T E

ARTICLE 1 :

Est approuvée, telle qu'elle est annexée au présent arrêté, la modification du Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (P.P.R.N.) de la commune de La Roche des Arnauds.

ARTICLE 2 :

Le dossier de modification du P.P.R.N. comprend :

1. Un rapport de présentation,
2. Un règlement.

ARTICLE 3 :

Ce dossier est tenu à la disposition du public tous les jours ouvrables et aux heures habituelles d'ouverture des bureaux :

1. à la mairie de La Roche des Arnauds,
2. à la communauté de communes du Büech-Devoluy,
3. à la Préfecture des Hautes-Alpes, à Gap

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Alpes et mention en sera faite en caractères apparents dans le journal ci-après désigné : le Dauphiné Libéré (édition des Hautes-Alpes).

ARTICLE 5 :

Copie du présent arrêté sera affichée aux sièges de la mairie de La Roche des Arnauds et de la communauté de communes du Büech-Devoluy sur les panneaux d'affichage officiels, pendant un mois au minimum. Ces mesures de publicité seront justifiées par un certificat du maire et du président de la communauté de communes adressé à la préfecture.

ARTICLE 6 :

En application des articles L-151-43, L153-60 et R-153-18 du Code de l'Urbanisme, la modification du P.P.R.N. approuvée vaut servitude d'utilité publique et sera à ce titre annexée au Plan Local d'Urbanisme par la commune dans un délai de trois mois.

ARTICLE 7 :

Tout recours gracieux contre le présent arrêté doit parvenir en Préfecture des Hautes- Alpes dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.

Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au tribunal administratif de MARSEILLE dans un délai de deux mois à compter de la dernière des parutions citées à l'article 4.

ARTICLE 8 :

Messieurs le secrétaire général de la Préfecture, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux, le maire de la commune de La Roche des Arnauds et le Président de la communauté de communes du Büech-Devoluy sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

Signé

Légende

Aléa	Niveau d'aléa			
	Résiduel	Faible	Moyen	Fort
Inondations de plaine (rapides/lentes)	I4	I1	I2	I3
Crues des torrents et des ruisseaux torrentiels	T4	T1	T2	T3
Ravinement et ruissellement sur versant		E1	E2	E3
Glissements de terrain et coulées de boues associées		G1	G2	G3
Chutes de pierres et blocs		P1	P2	P3
Avalanches		I1	I2	I3
Effondrements et affaissements de cavités souterraines		F1	F2	F3

Secteur reconnu sur le terrain (enquête, expertise)

Secteur reconnu sur le terrain (enquête, expertise) et sous emprise d'un ouvrage de protection

Secteur cartographié par photointerprétation

Limite communale issue de la BD Carto IGN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire

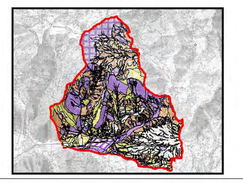
Préfecture des Hautes-Alpes

Commune de : LA ROCHE-DES-ARNAUDS

P.P.R.N.

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES

ANNEXE 22 : CARTE DES ALÉAS



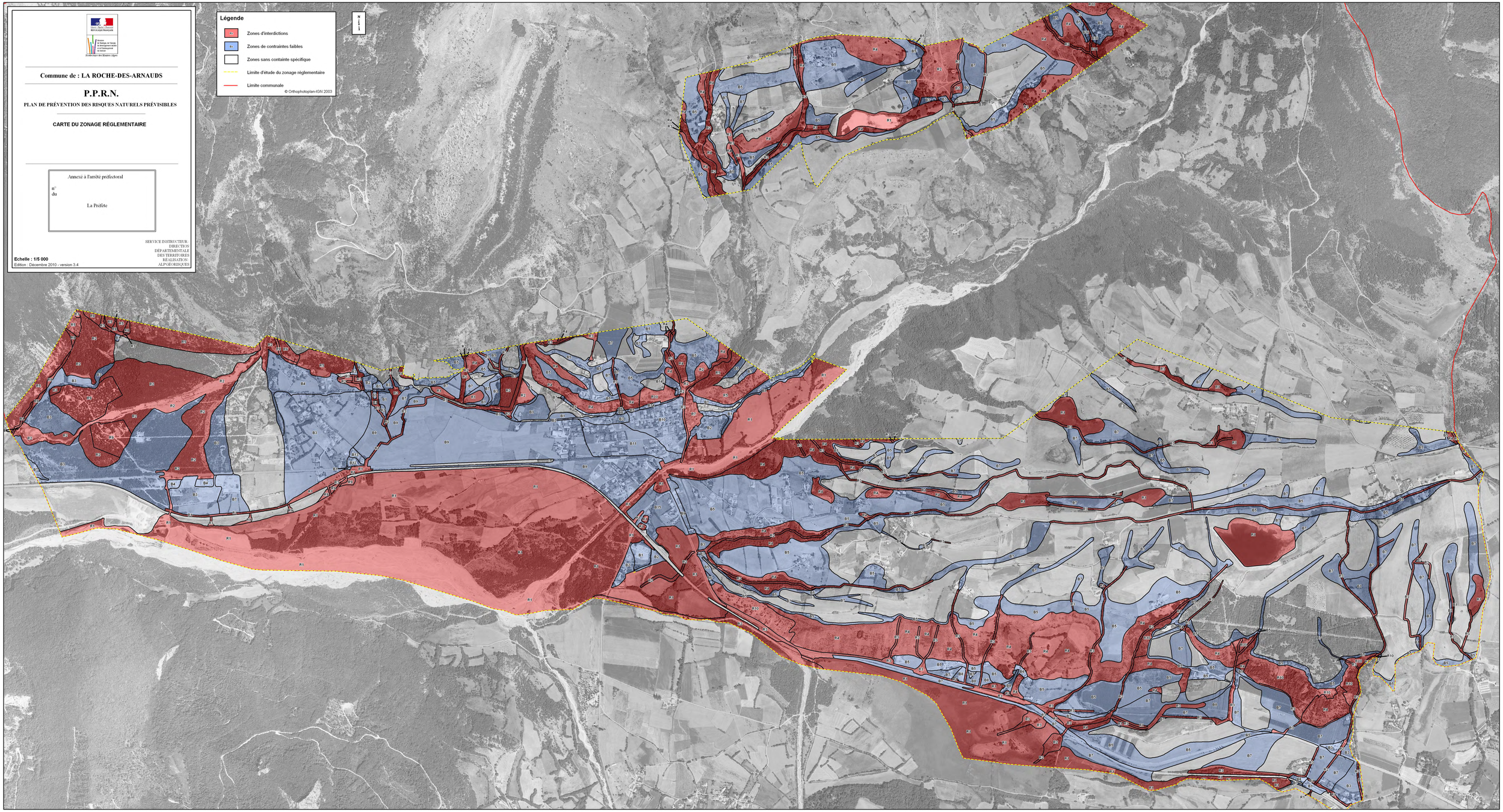
Annexé à l'arrêté préfectoral

n°
du

La Préfète

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
RÉALISATION :
ALPGÉORISQUES

Echelle : 1/10 000
Edition : Décembre 2010


Légende
Zones d'interdictions
Zones de contraintes faibles
Zones sans contrainte spécifique
Limite d'étude du zonage réglementaire
Limite communale
© Orthophotoplan-IGN 2003
N
Commune de : LA ROCHE-DES-ARNAUDS
P.P.R.N.
PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS PRÉVISIBLES
CARTE DU ZONAGE RÉGLEMENTAIRE
Annexé à l'arrêté préfectoral
n°
du
La Préfète
SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION
DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
RÉALISATION :
ALPES-RISQUES
Echelle : 1/5 000
Edition : Décembre 2010 - version 3.4

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

COMMUNE
DE
LA ROCHE DES ARNAUDS

PLAN DE PRÉVENTIONS
DES RISQUES NATURELS

RÈGLEMENT

SERVICE INSTRUCTEUR :
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DES HAUTES-ALPES

ANNEXE À L'ARRÊTÉ
N° 05_2018_12-04-004
DU 4 décembre 2018

La préfète
Cécile BIGOT-DEKEYZER

Table des matières

1.CONSIDERATIONS GENERALES 4

1.1PORTEE DU PPRN 4
1.2EFFETS JURIDIQUES DU PPRN 5
1.2.1Recours possibles 5
1.2.2Sanctions pour non-respect du PPRN 5
1.3REGLES RELEVANT DE LA LOI 5
1.3.1Plan communal de sauvegarde 5
1.3.2Cahier de prescriptions de sécurité pour les campings 6
1.3.3Information de la population 6
1.3.4Information acquéreurs locataires 6
1.3.5Conséquences assurantielles en cas de non respect du PPRN 7
1.3.6Entretien des cours d'eau non domaniaux 7
1.4EXPLICATIONS DES REGLES DE CONSTRUCTION UTILISEES DANS LE REGLEMENT 8
1.4.1Façades exposées, façades latérales et façades abritées 8
1.4.2Zone abritée 10
1.4.3Hauteur par rapport au terrain naturel 11
1.4.4Recul des constructions par rapport aux cours d'eau 12
1.5EXPLICATIONS CONCERNANT CERTAINES PARTIES REDACTIONNELLES 12
1.5.1Différences entre prescriptions et recommandations 12
1.5.2Règles d'urbanisme et règles de construction 12

2.REGLES OPPOSABLES AUX TIERS 13

2.1DOCUMENTS OPPOSABLES 13
2.2MODALITES D'UTILISATION DES DIFFERENTS DOCUMENTS 13
2.3REGLES SPECIFIQUES LIEES A LA PRISE EN COMPTE DES OUVRAGES DE PROTECTION 13
2.4ACTIVITES, CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS NON REGLEMENTES PAR LE PRESENT PPR 14

3.REGLEMENTS RELATIFS AUX ZONES ROUGES 15

ZONE ROUGE : R1 16
ZONE ROUGE : R2 18
ZONE ROUGE : R3 20
ZONE ROUGE : R4 22
ZONE ROUGE : R5 24
ZONE ROUGE : R6 26
ZONE ROUGE : R7 28
ZONE ROUGE : R8 30
ZONE ROUGE : R9 32
ZONE ROUGE : R10 34
ZONE ROUGE : R11 36

4.REGLEMENTS RELATIFS AUX ZONES BLEUES 38

ZONE BLEUE : B1 39
ZONE BLEUE : B2 42
ZONE BLEUE : B3 45
ZONE BLEUE : B4 48
ZONE BLEUE : B5 51
ZONE BLEUE : B6 54
ZONE BLEUE : B7 57
ZONE BLEUE : B8 59
ZONE BLEUE : B9 61
ZONE BLEUE : B10 64
ZONE BLEUE : B11 67
ZONE BLEUE : B12 70
ZONE BLEUE : B13 73

ZONE BLEUE : B14 ..... *76*
ZONE BLEUE : B15 ..... *79*
ZONE BLEUE : B16 ..... *82*

5.ANNEXE : FICHES CONSEILS **86**

1. CONSIDERATIONS GENERALES

Ce chapitre a pour objectif de présenter un certain nombre de considérations générales nécessaires à une bonne compréhension et à une bonne utilisation du règlement du PPRN, document établi par l'État et opposable aux tiers.

Un guide général sur les PPRN a été publié à la Documentation Française (août 1997). Il a été élaboré conjointement par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement et par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement. Sa lecture est à même de répondre aux nombreuses questions susceptibles de se poser sur cet outil qui vise à limiter, dans une perspective de développement durable, les conséquences humaines et économiques des catastrophes naturelles.

1.1 PORTEE DU PPRN

Le PPRN ne prend en compte que les risques naturels définis ci-dessous et tels que connus à la date d'établissement du document.

De manière générale, le PPRN traite des limitations et des prescriptions apportées dans le cadre de procédures relevant du Code de l'urbanisme. En particulier, il n'aborde pas, sauf exception, les questions liées à la sécurité des axes de circulation (routes, pistes, sentiers).

Le rapport de présentation explique la place d'un document comme le PPRN dans la prise en compte collective du risque, ainsi que les limites d'usage du présent document.

Le PPRN approuvé vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article L562-4 du Code de l'Environnement.

Il doit donc être annexé au POS ou au PLU en application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme par l'autorité responsable de la réalisation de celui-ci dans le délai de trois mois à compter de la date d'approbation. En cas de dispositions contradictoires de ces deux documents vis-à-vis de la prise en compte des risques naturels, les dispositions du PPRN prévalent sur celles du POS ou du PLU.

Le périmètre du présent Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) correspond au périmètre défini par l'arrêté préfectoral de prescription n° 2011-019-08 du 19 janvier 2011. La qualification et la cartographie des aléas ont été réalisées sur l'ensemble du territoire communal, exception faite des parties les plus reculées de la commune où seule une cartographie informative des phénomènes (i.e. sans qualification de l'aléa) a été réalisée.

Dans le présent PPRN, les phénomènes naturels suivants ont été pris en compte :

- Chutes de pierre et de blocs
- Glissements de terrain
- Crues torrentielles
- Ruissellement et ravinement
- Inondation

Pour mémoire, le risque sismique fait l'objet d'un zonage national (*décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010*). La commune est classée en zone 3 (sismicité modérée) et les textes réglementaires s'appliquent en conséquence. Ce risque ne fait donc l'objet ni d'un zonage spécifique, ni d'un règlement dans le cadre du présent PPRN.

En concertation avec le service instructeur et les élus, seule la partie du territoire représentant un enjeu socio-économique significatif a été intégrée dans le zonage réglementaire.

Pour d'éventuelles demandes d'autorisation d'occupation du sol en dehors du zonage réglementaire, la carte des aléas, complétée de tout élément supplémentaire d'information postérieur au présent PPRN, pourra être utilisée dans la prise en compte des risques et l'article R111-2 du Code de l'Urbanisme permettra de refuser le projet ou d'amender de prescriptions la délivrance des autorisations de construire.

1.2 EFFETS JURIDIQUES DU PPRN

1.2.1 Recours possibles

Aux termes de l'article L 562-4 du code de l'environnement, le PPRN est annexé, en tant que servitude d'utilité publique, au document d'urbanisme en vigueur. Il devient alors opposable aux tiers.

Les dispositions du PPRN valent servitude d'utilité publique et entraînent par leur annexion au document d'urbanisme en vigueur des limitations aux droits de construire ; dès lors, l'arrêté qui approuve ce document constitue une décision faisant grief susceptible de recours.

Les actions qui ne relèvent pas d'une autorisation administrative seront conduites sous la responsabilité des maîtres d'ouvrages.

1.2.2 Sanctions pour non-respect du PPRN

Le non-respect d'un PPRN peut être sanctionné pénalement.

Le fait de construire ou d'aménager son terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels ou de ne pas respecter les conditions prescrites par ce document constitue une infraction (article L 562-5 du code de l'environnement).

L'article L 480-4 du code de l'urbanisme fixe la nature des peines infligées : le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L. 430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé.

Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution des dits travaux.

1.3 REGLES RELEVANT DE LA LOI

Un certain nombre d'obligations générales prévalent sur le présent document, qu'elles relèvent du pouvoir de police du maire, ou qu'elles apparaissent dès que le PPRN est approuvé.

Ce règlement n'a pas pour objet de les rappeler, sauf pour les points spécifiques qui méritent une explicitation précise et qui sont indiqués ci-après.

1.3.1 Plan communal de sauvegarde

Le plan communal de sauvegarde a été institué par l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ; il a vocation à regrouper l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection des populations.

Le PCS permet de mieux intégrer les communes dans le dispositif de secours du département. Il est obligatoire pour les communes dotées d'un PPR approuvé.

Pour un risque connu, le PCS, arrêté par le maire, doit contenir les informations suivantes :

- organisation et diffusion de l'alerte ;
- recensement des moyens disponibles ;
- mesures de soutien de la population ;
- mesures de sauvegarde et de protection.

Les modalités de réalisation ainsi que le contenu des Plans Communaux de Sauvegarde ont été précisés par le décret n°2005-1156 du 13 septembre 2005.

Par définition, le plan communal doit porter sur la totalité du territoire communal.

Cependant, eu égard à certaines caractéristiques des phénomènes, ce PCS devra être plus particulièrement précis sur certaines zones.

1.3.2 Cahier de prescriptions de sécurité pour les campings

Les articles R 125-15 à R 125-22 du Code de l'Environnement prévoient la rédaction de prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping. Ces prescriptions sont présentées sous forme d'un Cahier de Prescriptions de Sécurité (CPS) (article R 125-19 du dit code).

1.3.3 Information de la population

Le principe général de droit à l'information des citoyens sur les risques auxquels ils sont soumis et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent est présent dans le Code de l'Environnement (article L 125-2). Ce même article prévoit également que « *dans les communes où un PPRN a été prescrit ou approuvé, le maire informe la population au moins tous les 2 ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié sur :*

- *les caractéristiques du(es) risque(s) naturel(s) connu(s) dans la commune,*
- *les mesures de prévention et de sauvegarde possibles,*
- *les modalités d'alerte et l'organisation des secours,*
- *les mesures prises par la commune pour gérer le risque,*
- *les garanties prévues par l'article L 125-1 du code des assurances.* »

A l'occasion de la réunion publique communale ou de l'action appropriée décidée par la collectivité, prévue par l'article L 125-2 du Code de l'Environnement, la commune informera le Préfet de l'action réalisée en faisant notamment un bilan précis sur :

- l'état de fonctionnement de l'ensemble des ouvrages de protection existants sur la commune, les travaux d'entretien réalisés jusqu'à la présente réunion, et sur les travaux à engager dans les deux ans à venir ;
- l'état de fonctionnement des réseaux de collecte et de distribution d'eau situés dans les zones de glissement de terrain, notamment pour ce qui concerne la présence éventuelle des fuites susceptibles de se traduire par des apports d'eau dans les secteurs sensibles, et sur les travaux à engager dans les deux ans à venir.

Conformément à cet article L 125-2, cette action pourra se dérouler avec l'assistance des services de l'État.

1.3.4 Information acquéreurs locataires

L'article L 125-5 du Code de l'Environnement prévoit cette information dans les termes suivants :

« I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

A cet effet, un état des risques naturels et technologiques est établi à partir des informations mises à disposition par le préfet. En cas de mise en vente de l'immeuble, l'état est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 et L. 271-5 du code de la construction et de l'habitation.

II. – En cas de mise en location de l'immeuble, l'état des risques naturels et technologiques est fourni au nouveau locataire dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 3-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986.

III. – Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

IV. – Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

V. – En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix.

VI. – Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article. »

De plus, les articles R 125-23 à R 125-27 de ce même Code de l'Environnement expliquent les modalités d'application de l'article L 125-5 précité.

1.3.5 Conséquences assurantielles en cas de non respect du PPRN

Dès qu'un assureur accepte d'assurer les biens d'un individu (habitation, voiture, mobilier…) il est obligé de les garantir contre les dommages résultant d'une catastrophe naturelle (loi du 13 juillet 1982) sauf pour certaines constructions trop vulnérables. Le législateur a voulu protéger l'assuré en instituant une obligation d'assurance des risques naturels. En contrepartie, il incite fortement l'assuré à prendre les précautions nécessaires à sa protection. Ainsi, l'obligation d'assurance et d'indemnisation en cas de sinistre est fonction :

- de l'existence d'une réglementation tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle (PPRN) ;
- de la mise en œuvre des moyens de protection dans les zones exposées aux risques naturels.

Dans le cas des constructions nouvelles, l'assureur n'a pas obligation d'assurer celles bâties sur une zone déclarée inconstructible par le PPRN. Si le propriétaire fait construire sa maison dans une zone réglementée, il doit tenir compte des mesures prévues par le PPRN pour bénéficier de l'obligation d'assurance.

Dans le cas des constructions existantes, l'obligation d'assurance s'applique quelle que soit la zone réglementée mais le propriétaire doit se mettre en conformité avec la réglementation (respect des mesures rendues obligatoires par le PPRN) dans un délai de 5 ans. En cas d'urgence et si le règlement du PPRN le précise, ce délai peut être plus court. À défaut, il n'y a plus d'obligation d'assurance. L'assureur ne peut opposer son refus que lors du renouvellement du contrat ou à la souscription d'un nouveau contrat. Cinq ans après l'approbation du PPRN, si le propriétaire n'a pas respecté les prescriptions de ce dernier, l'assureur peut demander au Bureau Central de la Tarification (BCT) de fixer les conditions d'assurance.

Le montant de la franchise de base peut être majoré en cas de phénomène constaté plusieurs fois sur le même secteur au cours des 5 années précédant la date de la nouvelle constatation. Toutefois, cette majoration est suspendue dès la prescription d'un PPRN pour le péril concerné, mais elle est réactivée en cas d'absence d'approbation de ce PPRN à l'issue d'un délai de quatre ans.

1.3.6 Entretien des cours d'eau non domaniaux

D'après l'article L215-2 du code de l'environnement :

« Le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives. Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire. »

Par ailleurs, en vertu de l'article L 215-14 du Code de l'Environnement, les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux ont une obligation d'entretien :

"*Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre, le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives…*".

En particulier, les propriétaires ou les gestionnaires d'ouvrages de protection contre les crues ont l'obligation d'éliminer toute végétation arborée située dans le lit mineur d'une rivière ou d'un torrent en dessous de la crête de digue, dès lors que la digue est classée au titre de l'article R214-113 du Code de l'Environnement (circulaire du 8 juillet 2008) et que la végétation présente peut constituer une menace directe ou indirecte (embâcles) sur des enjeux humains (habitat, zones d'activité).

1.4 EXPLICATIONS DES REGLES DE CONSTRUCTION UTILISEES DANS LE REGLEMENT

Ces règles sont définies en application de l'article L 562-1 du Code de l'Environnement.

1.4.1 Façades exposées, façades latérales et façades abritées

Le règlement utilise la notion de « façade exposée » ou de « façade latérale » ou de « façade abritée », notamment dans les cas de chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides (avalanches, crues torrentielles).

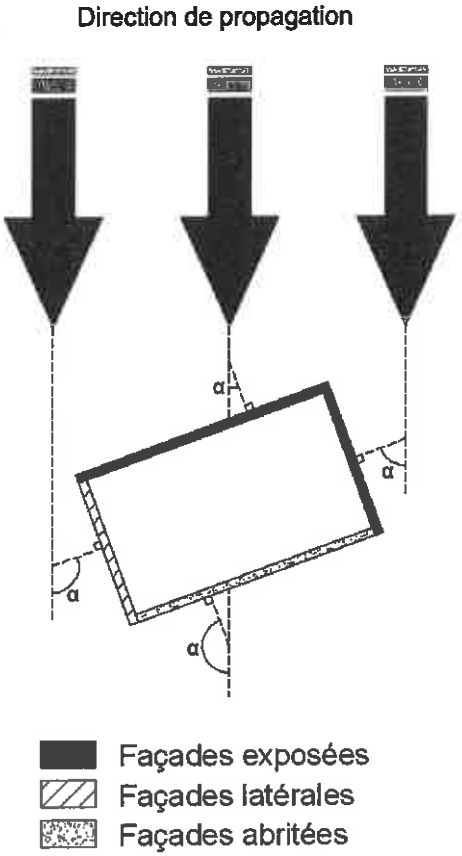
Cette notion, simple dans beaucoup de cas, mérite d'être explicitée pour les cas complexes :

- la direction de propagation du phénomène est généralement celle de la ligne de plus grande pente (en cas de doute, la carte des aléas permettra souvent de définir sans ambiguïté le point de départ ainsi que la nature et la direction des écoulements prévisibles) ;
- elle peut s'en écarter significativement, du fait de la dynamique propre au phénomène (rebonds irréguliers pendant les chutes de blocs, élargissement des trajectoires d'avalanches à la sortie des couloirs...), d'irrégularités de la surface topographique, de l'accumulation locale d'éléments transportés (culots d'avalanches, blocs, bois...) constituant autant d'obstacles déflecteurs, ou même de la présence de constructions à proximité pouvant aussi constituer des obstacles déflecteurs.

C'est pourquoi sont considérées comme :

- exposées, les façades pour lesquelles $0° \leq \alpha \leq 80°$
- latérales, les façades pour lesquelles $80° < \alpha \leq 115°$
- abritées, les façades pour lesquelles $115° < \alpha \leq 180°$

Le mode de mesure de l'angle α est schématisé ci-après :

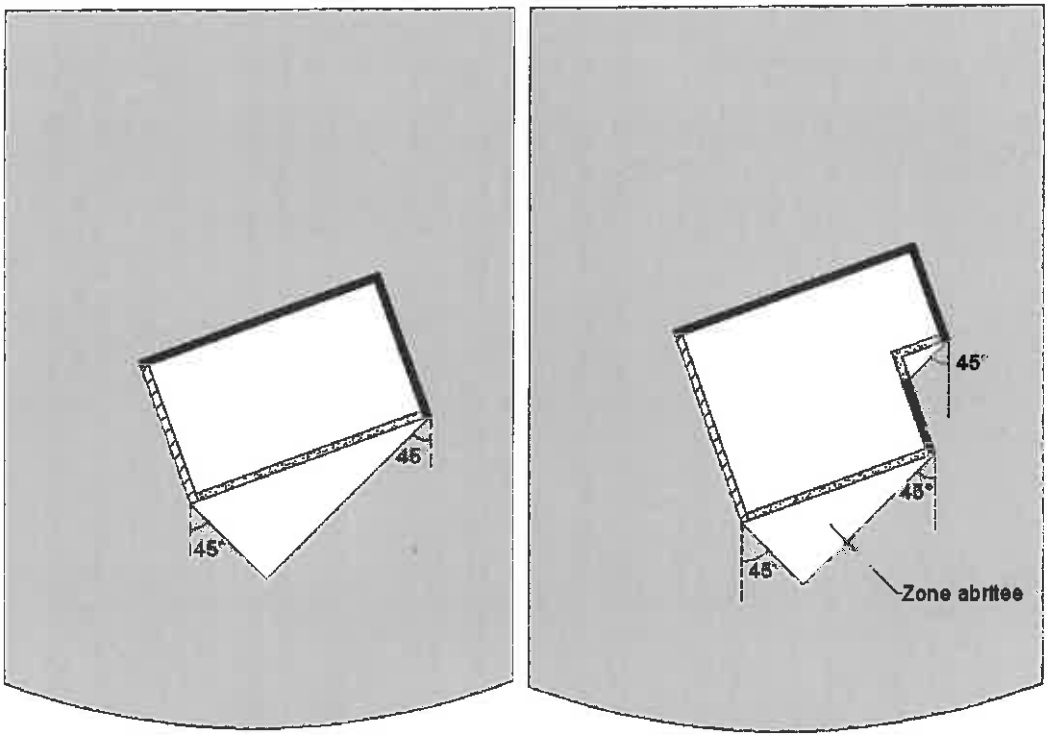


Toute disposition architecturale particulière ne s'inscrivant pas dans ces schémas de principe, devra être traitée dans le sens de la plus grande sécurité.

Il peut arriver qu'un site soit concerné par plusieurs directions de propagation : toutes sont à prendre en compte.

1.4.2 *Zone abritée*

Les façades exposées aux phénomènes décrits ci-dessus (chutes de blocs ou d'écoulements avec charges solides) peuvent assurer un abri pour une zone située en aval, représentée sur les schémas ci-dessous.



Façades exposées
Façades latérales
Façades abritées

Façades exposées
Façades latérales
Façades abritées

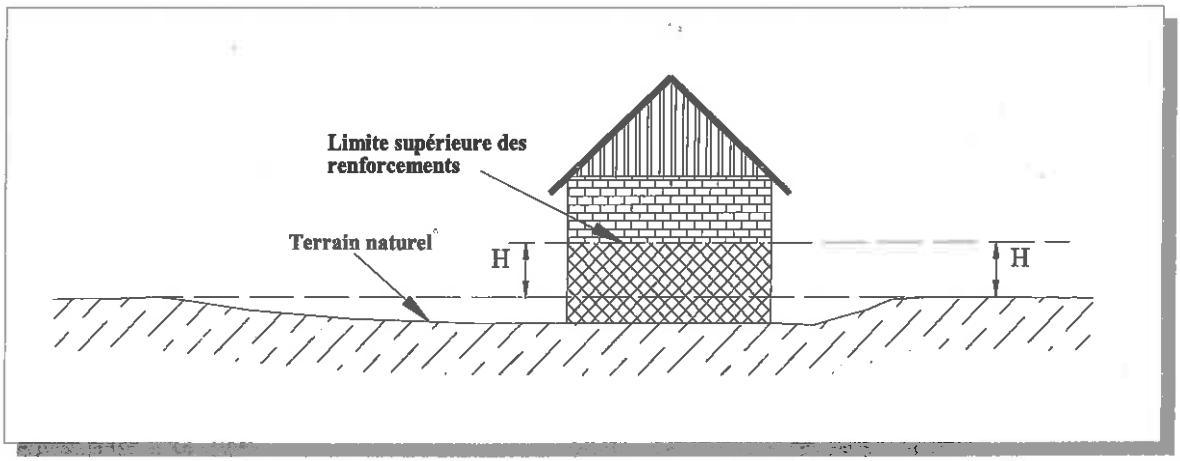
Cette zone abritée n'existe que si les façades exposées et latérales respectent les mesures de renforcement définies par le règlement du PPR :

- pour une construction en zone rouge, les façades exposées et latérales doivent respecter, a minima, les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues d'aléa moyen pour le même phénomène (en zone rouge « chute de bloc » elles devront respecter les prescriptions d'ordre constructif de la zone d'aléa moyen « chute de bloc - secteur protégé par un ouvrage », sans tenir compte des prescriptions relatives aux ouvrages de protection) ;
- pour une construction en zone bleue, les façades exposées et latérales doivent respecter, a minima, les prescriptions d'ordre constructif de cette zone bleue.

1.4.3 *Hauteur par rapport au terrain naturel*

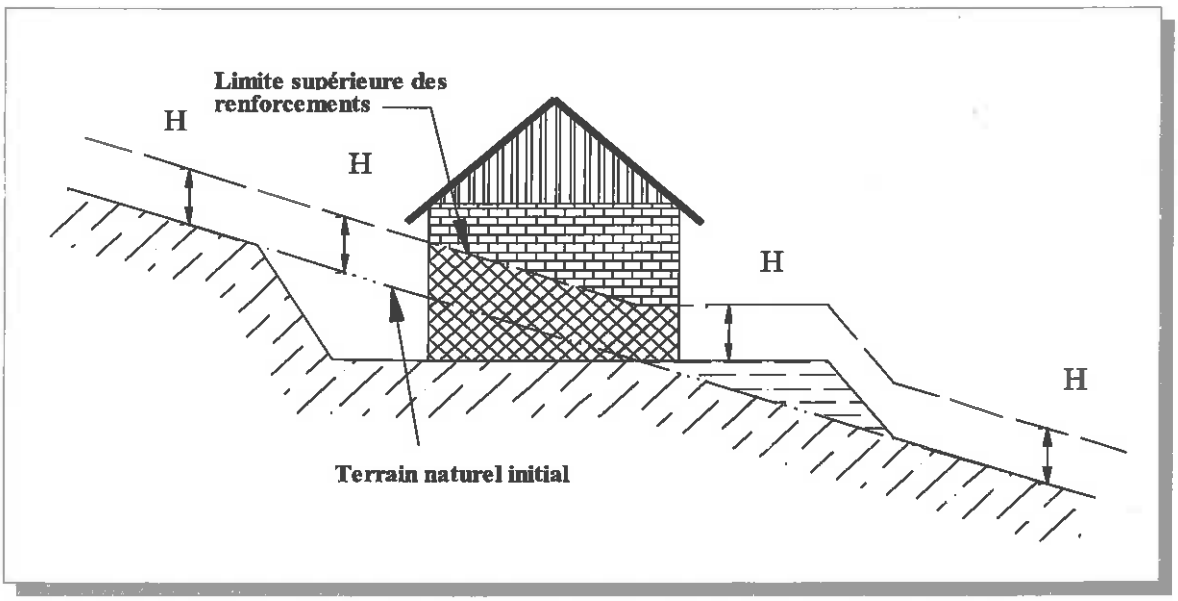
Le règlement utilise aussi la notion de hauteur par rapport au terrain naturel et cette notion mérite d'être explicitée pour les cas complexes. Elle est utilisée pour les écoulements de toute sorte (avalanches, débordements torrentiels, inondations, coulées de matériaux) et pour les chutes de blocs.

Les irrégularités locales de la topographie ne sont pas forcément prises en compte si elles sont d'une surface si faible qu'elles puissent être gommées temporairement par des éléments naturels (neige pour les avalanches, écoulements pour les crues torrentielles,..). Dans le cas de petits talwegs ou de petites cuvettes (inférieurs au mètre), il faut considérer que la cote du terrain naturel est la cote des terrains environnants, conformément au schéma ci-dessous :



En cas de terrassements en déblai, la hauteur doit être mesurée par rapport au terrain naturel initial.

En cas de terrassements en remblais, ceux-ci ne peuvent remplacer le renforcement des façades exposées que s'ils sont attenants à la construction et s'ils ont été spécifiquement conçus pour cela (parement exposé aux écoulements sub-verticaux sauf pour les inondations en plaine, dimensionnement pour résister aux efforts prévisibles...). Dans le cas général, la hauteur à renforcer et les ouvertures éventuelles seront mesurées depuis le sommet des remblais.



1.4.4 Recul des constructions par rapport aux cours d'eau

En l'absence d'un substratum rocheux ou de protections solides et pérennes, les berges des cours d'eau ne peuvent être considérées comme stables. C'est pourquoi, dans le cas général, il est nécessaire que toute nouvelle construction soit implantée en recul par rapport au sommet actuel des berges.

Ce recul doit être suffisant pour que :

- lors d'une crue avec affouillement, le bâtiment ne soit pas rapidement menacé,
- si nécessaire, des engins de chantier puissent circuler le long des berges et accéder au lit (pour les travaux nécessaires à l'entretien ou à la protection).

Généralement, cette bande inconstructible le long des berges a été classée en rouge sur le zonage du PPRN. Mais il peut arriver que, du fait d'imprécisions du fond de plan ou du report des traits ou de déplacements du cours d'eau, la bande inconstructible ne soit pas totalement classée en rouge sur le zonage du PPRN. Le pétitionnaire veillera alors à respecter un recul minimal de 5 m par rapport au sommet des berges telles qu'elles existent sur le terrain.

1.5 EXPLICATIONS CONCERNANT CERTAINES PARTIES REDACTIONNELLES

1.5.1 Différences entre prescriptions et recommandations

Les prescriptions (mesures obligatoires) ou recommandations (mesures conseillées) sont souvent rédigées sous forme d'objectifs à atteindre.

Les maîtres d'ouvrage ont toute latitude, par des études complémentaires d'experts reconnus, pour démontrer que d'autres travaux que ceux cités répondent aux exigences définies par le PPRN.

Les recommandations sont de nature informative et sont dénuées de portée juridique.

1.5.2 Règles d'urbanisme et règles de construction

Le PPRN définit notamment :

- des règles particulières d'urbanisme ou d'architecture : les services chargés de l'urbanisme et de l'application du droit des sols interviennent dans la gestion de ces règles et des autres mesures relevant du Code de l'Urbanisme. Les règles permettant de prendre en compte les risques sont rappelées dans le règlement de chaque zone ;
- des règles particulières de construction : les maîtres d'ouvrage ainsi que les professionnels chargés de réaliser les projets, parce qu'ils s'engagent lors du dépôt d'un permis de construire à respecter les règles générales de construction prescrites par les textes pris en application de l'article L 111-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation, sont responsables de la mise en œuvre de ces règles et des autres mesures relevant dudit code. Les maîtres d'ouvrage et les professionnels chargés de réaliser les projets devront prendre en compte les exigences techniques (règles de construction) indispensables à la sécurité au regard des risques définis par le PPRN.

Comme le permet l'article R 126-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, le PPRN « *peut fixer des règles particulières de construction* ».

À noter que, conformément à l'article L 151-1 dudit code, " *Le représentant de l'État dans le département, le maire ou ses délégués ainsi que les fonctionnaires et les agents commissionnés à cet effet par le ministre chargé de l'urbanisme et assermentés peuvent à tout moment visiter les constructions en cours, procéder aux vérifications qu'ils jugent utiles et se faire communiquer tous documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments, et en particulier ceux concernant l'accessibilité aux personnes handicapées quel que soit le type de handicap. Ce droit de visite et de communication peut aussi être exercé après l'achèvement des travaux pendant deux ans.*" Cependant ces contrôles n'ont pas un caractère obligatoire selon les articles L 111-23, L 111-26 et R 111-38 du Code de la Construction et de l'Habitation.

2. REGLES OPPOSABLES AUX TIERS

2.1 DOCUMENTS OPPOSABLES

Les documents opposables aux tiers sont constitués par :

- le présent règlement,
- les cartes de zonage réglementaire (le présent PPRN comporte 1 planche).

2.2 MODALITES D'UTILISATION DES DIFFERENTS DOCUMENTS

Les cartes de zonage réglementaire du risque définissent des ensembles homogènes.

Sont ainsi définies :

- des zones inconstructibles, appelées zones rouges, dans lesquelles toute occupation et utilisation du sol sont interdites sauf les autorisations dérogeant à la règle commune et spécifiques à chaque règlement. Les bâtiments existant dans ces zones à la date d'approbation du PPRN peuvent, sauf exception identifiée, continuer à être entretenus, gérés, et aménagés à l'intérieur de l'emprise des murs et continuer à fonctionner sous certaines réserves ;
- des zones constructibles sous conditions appelées zones bleues. Les règlements spécifiques à chaque zone bleue définissent des mesures d'ordre urbanistique, de construction ou relevant d'autres règles, à mettre en œuvre pour toute réalisation de projet ;
- des zones constructibles sans conditions particulières au titre du PPRN, appelée zones blanches, mais où toutes les autres règles (d'urbanisme, de construction, de sécurité ...) demeurent applicables.

Chaque zone est désignée par une lettre majuscule (B pour bleu, R pour rouge) et un nombre (correspondant au règlement applicable pour la zone).

2.3 REGLES SPECIFIQUES LIEES A LA PRISE EN COMPTE DES OUVRAGES DE PROTECTION

Les ouvrages de protection contre les phénomènes d'inondation ou de crues torrentielles peuvent être pris en compte dans la carte de zonage réglementaire à la condition expresse qu'ils soient en règle avec la réglementation en vigueur au moment de l'établissement du zonage réglementaire.

La réglementation sur les digues impose que :

➔ la digue soit classée au titre de l'article R214-113 du Code de l'Environnement

➔ les documents de gestion de la digue aient reçus et validés par le service de l'État compétent :

- consignes de surveillance, d'entretien et de visites périodiques de l'ouvrage,
- consignes d'exploitation et de surveillance de l'ouvrage en période de hautes eaux permettant d'informer l'autorité municipale en cas d'incident sur l'ouvrage.

➔ la digue soit résistante à la crue de référence, ce qui signifie :

- Si la digue a été déclarée en bon état lors de la visite initiale, que :
  - ✗ l'étude de surverse ait été réalisée et validée par le service de l'État compétent,
  - ✗ cette étude montre que l'événement le plus fréquent provoquant la surverse est de même périodicité ou plus rare que la crue de référence,
  - ✗ l'analyse de fonctionnement ait été réalisée et validée par le service de l'État compétent.
- Si la digue a été déclarée en mauvais état lors de la visite initiale, qu'aient été réalisées et contrôlées par le service de l'État compétent :
  - ✗ l'étude de diagnostic, sur la base d'une crue de dimensionnement égale à la crue de référence,
  - ✗ les travaux de confortement définis dans l'étude de diagnostic,

- l'analyse de fonctionnement ait été réalisée et validée par le service de l'État compétent.

2.4 ACTIVITES, CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENTS NON REGLEMENTES PAR LE PRESENT PPR

Les activités, constructions et travaux suivants ne sont pas soumis aux règles prévues dans le présent règlement, sauf mentions particulières dans le règlement des zones :

- Les travaux de construction ou de modification substantielle des remontées mécaniques soumises à autorisation au titre de l'article L472-1 du code de l'urbanisme, à l'exception des bâtiments (gares de télécabines, chalets, toilettes...) qui sont soumis aux règles fixées par le PPR ;
- Les aménagements de pistes de ski alpin soumis à autorisation au titre de l'article L473-1 du code de l'urbanisme ;
- les carrières soumises à autorisation, enregistrement ou déclaration au titre des dispositions du livre V titre I du code de l'environnement ;
- Les aménagements de routes, de pistes ou de sentiers ;
- La réalisation des réseaux et canaux de transport d'eau, les réseaux de gaz, d'électricité et de télécommunication, qu'ils soient aériens ou enterrés ;
- Les travaux de construction de canaux.

La définition des « remontées mécaniques » est donnée par l'article L342-7 du code du tourisme : sont dénommés " remontées mécaniques " tous les appareils de transports publics de personnes par chemin de fer funiculaire ou à crémaillère, par téléphérique, par téléskis ou par tout autre engin utilisant des câbles porteurs ou tracteurs.

3. REGLEMENTS RELATIFS AUX ZONES ROUGES

ZONE ROUGE : R1

Phénomène principal : inondation par crue rapide et par accumulation à l'arrière d'obstacle Aléa : fort, moyen

(Plaine du Petit Buëch)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve, de l'application des prescriptions de la zone bleue B2 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant)

✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (déchetterie, station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation

ZONE ROUGE : R2

Phénomène principal : inondation torrentielle — Aléa : fort, moyen

(Lits mineurs des torrents et zones de divagation)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m², sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B4 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant).
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement,

réseau électrique, téléphone...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R3

Phénomène principal : ruissellement et ravinement — Aléa : fort, moyen

(Axes des petits ravins, axes de ruissellement, zones d'érosion et zones d'épandage)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures.

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B8 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant)
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement,

réseau électrique, téléphone...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R4		
Phénomène(s) principal (aux):	glissement de terrain ruissellement et ravinement	Aléa : fort, moyen
(Zones instables et avec ruissellement)		

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdits :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ Toute création ou extension de surface de camping

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations.
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant.
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes.
- ✔ les clôtures.

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B6 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires.
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN).
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant).
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone ...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages.
- ✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement.

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R5

Phénomène principal : chutes de pierres et de blocs — Aléa : fort, moyen

(Zone de départ et de propagation probable des pierres et des blocs sans dispositif de protection

L'Ubac, Les Casses, Champ Martel, Les Mourens, Chatelas)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdits :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription** :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures.

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve, à minima, de l'application des prescriptions d'ordre constructif des règlements des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant) :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone…), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet

dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R6

Phénomène principal : chutes de pierres et de blocs — Aléa : fort, moyen

(R6 – Zone de départ et de propagation probable des pierres et des blocs avec dispositifs de protection Les Mourens)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdits :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription** :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures.

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B8 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone…), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R7

Phénomène principal : inondations torrentielles — Aléa : fort

(Rive gauche du torrent de l'Epervier, derrière les digues jugées insuffisantes

Le Village)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques, n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas), et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B4 en tenant compte des paramètres spécifiques de la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant).

✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R8		
Phénomène(s) principal (aux):	chutes de blocs inondation torrentielle	Aléa : fort, moyen
(Zone de départ et de propagation probable des pierres et des blocs sans dispositif de protection affectant une zone inondable par débordement, divagation torrentielle ou ruissellement L'Ubac, Les casses, Champ Martel, Les Mourens, Chatelas		

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdits :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription** :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B11 en tenant compte des paramètres spécifiques à la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone…), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le

maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R9

Phénomène principal : inondations torrentielles — Aléa : fort

(Zone de divagation de Rif de l'arc, à l'aval d'un dispositif de protection jugé insuffisante

La Grande Isle)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription :**

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les constructions, annexes ou extensions d'une surface de plancher comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient situées dans la « zone abritée » (voir chapitre 1.4.2) par le bâtiment principal
- ✔ les constructions, annexes ou extensions ne créant pas de surface de plancher et ayant une emprise au sol comprise entre 20 m² et 40 m² sous condition qu'elles soient accolées à la « façade abritée » (voir chapitre 1.4.1) du bâtiment principal
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B4 en tenant compte des paramètres spécifiques de la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant).

✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone…), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

➢ **Sont également autorisée** l'installation d'habitation légères de loisir (HLL) nécessaires à l'amélioration des conditions d'accueil dans le camping des Sérigons si elles respectent les prescriptions suivantes :

✔ la capacité globale d'accueil du camping n'est pas augmentée

✔ les constructions seront implantées sur des dispositifs de fondation adaptées (massifs en béton armé, piliers, etc;) résistants et suffisamment hauts pour que le plancher soit situé au-dessus du niveau de référence (1,50 m). Ces dispositifs de fondations devront permettre l'écoulement des crues (parallèle au sens d'écoulement)

✔ les constructions seront fixées sur les fondations pour empêcher leur entraînement par un dispositif démontable (boulonnage, encastrement avec système de verrouillage,etc.).

ZONE ROUGE : R10		
Phénomène(s) principal (aux) :	chutes de blocs	Aléa : fort, moyen, faible
	glissement de terrain	
	ruissellement	
(Zone de départ et de propagation probable des pierres et des blocs sans dispositif de protection, Lesbros, Les Hermes de Quint, Les Hermes de Corié, Champs Long, Les Beaux, Champs La Tour)		

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdits :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription** :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve, à minima, de l'application des prescriptions d'ordre constructif des règlements des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant) :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone...), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

ZONE ROUGE : R11		
Phénomène(s) principal (aux) :	inondations torrentielles glissement de terrain	Aléa : fort, moyen
(Zones de divagation torrentielles sur glissement actifs ou potentiels Les Beaux : zone de divagation en rive gauche du ravin des beaux)		

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ **Sont interdites :**

- ✔ les constructions nouvelles sauf exception visée ci-dessous.
- ✔ les changements de destination augmentant la vulnérabilité globale.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ **Sont autorisées, sans prescription** :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 20 m² les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures
- ✔ les travaux dans le volume bâti existant, sous réserve qu'ils n'aient pas pour conséquence d'augmenter la vulnérabilité de l'existant
- ✔ tous travaux de nature à réduire les risques ou à améliorer la sécurité des biens et des personnes
- ✔ les clôtures transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

➢ **Sont autorisées, à condition** qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, prennent en compte les caractéristiques techniques des phénomènes naturels identifiés sur la zone (définis dans la cartographie des aléas) et sous réserve de l'application des prescriptions de la zone bleue B6 en tenant compte des paramètres spécifiques de la zone rouge :

- ✔ les travaux obligatoires pour la mise en conformité aux normes réglementaires
- ✔ les reconstructions et réparations d'un bâtiment sinistré (sauf si le bâtiment a été entièrement détruit par le phénomène naturel qui a entraîné le classement de la zone en rouge au PPRN)
- ✔ les constructions d'étages supérieurs pour les constructions existantes, sous réserve que les parties existantes des bâtiments respectent les prescriptions d'ordre constructif des zones bleues correspondant aux phénomènes qui concernent le projet (pour des aléas fort ou moyen appliquer le règlement d'aléa moyen correspondant ; pour des aléas faibles appliquer le règlement d'aléa faible correspondant).
- ✔ les ouvrages nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des équipements de services publics (station d'épuration, captages d'eau potable, station de pompage, réseaux d'eau et d'assainissement, réseau électrique, téléphone…), à la mise en valeur des ressources naturelles. Pour ces ouvrages, le maître d'ouvrage devra, d'une part, démontrer qu'il n'est pas raisonnablement possible d'installer le projet dans une zone moins exposée au risque et, d'autre part, analyser l'impact de l'éventuelle mise hors service, lors d'une crise, des équipements susceptibles de subir des dommages

✔ les créations ou extensions de terrains à vocation sportive ou de loisirs, non couverts et sans hébergement

✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains, sous réserve qu'elles ne soient pas destinées à l'habitation.

4. REGLEMENTS RELATIFS AUX ZONES BLEUES

ZONE BLEUE : B1
Phénomène principal : inondation par crue rapide et par accumulation à l'arrière d'obstacle Aléa : faible
H (hauteur) = 0,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3
(Bordure de la plaine du petit Buëch, abords de ruisseaux, dépressions
Champs Martel, Le Conssou, Les Sarrons, Les tavis, Le Temple, Champs Buisson, La Rivière, Pommeret, Les Joppes, Le Villaron, La partiment, Le Gravat, Lauche (cimetière))

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisés avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

✔ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **20 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à **0,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B2	
Phénomène principal : par crue rapide et par accumulation à l'arrière d'obstacle	Aléa : moyen
H (hauteur) = 1 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(Bordure de la plaine du Petit Buëch, abords de ruisseaux, dépressions	
Le Conssou, Les Sarrons, Lauche)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions, les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 1 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 1 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B3

Phénomène(s) principal (aux): inondation torrentielle — Aléa : faible

ruissellement/ravinement

H (hauteur) = 0,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3

(Cône de déjection des torrents et zone d'épandage des ravins

Torrent du Rif de l'Arc : Les Casses, La Grande Isle, Les Barrets, Sous les Barrtes, Chatelar, Les Sarrons, Les Tavis,

Le Conssou, Combe Duc, Le Temple, Champs Buisson, Champs Muret, Le Grava, les Gaudis, Roche Lentille, Lesbros, Le Forest des Beaux)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisés avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;

- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;
- ✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.
- ✔ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa**.

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à **0,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements...) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B4	
Phénomène(s) principal (aux) : inondation torrentielle	Aléa : moyen
H (hauteur) = 1,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(Cône de déjection des torrents et zone d'épandage des ravins	
Torrent de Rif de l'Arc : Les Mourens)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions, les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa**.

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 1,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 1,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements...) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B5		
Phénomène(s) principal (aux) :	glissement de terrain / coulées de boue / ruissellement / ravinement	Aléa : faible

H (hauteur) = 1 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3

(Nombreux versant

Les Vignerais, Le temple, Roche Lentille, Lesbros, Le Colombier, Le Roure, Derrière le Château, Beauregard, Les Gaudis, Suzann, Les Hovers, Les Cotes du Forest, Basse Corréo, Le Commun, Le Villaron, Champs Long, Les Hermes de Corié, Les Hermes de Quint, Quint, Le Baume, La Commanderie de Quint, Champs l'Église, La combe, L'Homme Mort, Les Marcellons, Parassac, Serre du Laux, Les Guadis Les Roux, Le Forest des Beaux, Les Beaux)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

AU TITRE DE L'ALÉA GLISSEMENT

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extensions hors volume bâti existant

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Aucun rejet d'eau ne sera effectué dans la pente :

- ✔ les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10% de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

- ✔ les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de

contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10% de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

RECOMMANDATIONS

Constructions nouvelles et extensions hors volume bâti existant

Mesures constructives

➢ Préalablement à toute construction, une étude géotechnique devrait être réalisée par un expert. Cette étude permettrait de dimensionner correctement tous les éléments du projet (fondations, renforcements, drainages, terrassements...). Le cas échéant l'étude géotechnique pourra être réalisée conformément à la fiche conseil correspondante en annexe du présent règlement

Constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage, devraient être évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devrait pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

➢ Dans le cas de dispositifs d'assainissement autonome existants, la filière devrait être adaptée afin de limiter au maximum les infiltrations dans le sol (création d'un lit filtrant drainé par exemple). Les effluents devraient être évacués par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

➢ Les maîtres d'ouvrage (commune, particuliers, etc.) devraient surveiller et entretenir régulièrement les réseaux d'eaux existants, afin de s'assurer de leur étanchéité.

AU TITRE DE L'ALÉA RAVINEMENT

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les accès aux bâtiments ne devront pas être réalisés sur les façades exposées ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées seront aveugles.

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa**.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extension doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque de ravinement pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors de crises météorologiques

ZONE BLEUE : B6		
Phénomène(s) principal (aux):	glissement / coulées de boue ruissellement / ravinement	Aléa : moyen
H (hauteur) = 1,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3		
(Nombreux versants Lesbros, Lauche)		

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite…). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations

✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant

✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

AU TITRE DE L'ALÉA GLISSEMENT

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension hors volume bâti existant

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Aucun rejet d'eau ne sera effectué dans la pente :

✔ les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

✔ les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas

induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

Mesures constructives

➢ Préalablement à toute construction, une étude géotechnique devra être réalisée par un expert. Cette étude devra donner le dimensionnement correct de tous les éléments du projet (fondations, renforcements, drainages, terrassements...). Le pétitionnaire devra attester de l'existence de cette étude et de la prise en compte, par le projet, de ses conclusions.

RECOMMANDATIONS

Le cas échéant l'étude géotechnique pourra être réalisée conformément à la fiche conseil correspondante en annexe du présent règlement.

Constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage devraient être évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devrait pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...).

➢ Dans le cas de dispositifs d'assainissement autonome existants, la filière d'assainissement devrait être adaptée afin de limiter au maximum les infiltrations dans le sol (création d'un lit filtrant drainé par exemple). Les effluents devraient être évacués par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

➢ Les maîtres d'ouvrage (commune, particuliers, etc.) devraient surveiller et entretenir régulièrement les réseaux d'eaux existants, afin de s'assurer de leur étanchéité.

AU TITRE DE L'ALÉA RAVINEMENT

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les accès aux bâtiments ne devront pas être réalisés sur les façades exposées ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées seront aveugles.

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa**.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque de ravinement pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors de crises météorologiques.

ZONE BLEUE : B7

Phénomène(s) principal (aux): ruissellement / ravinement Aléa : faible

H (hauteur) = 0,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3

(Cône de déjection et zone d'épandage des ravins, Axes de ruissellement

La grande Isle, Sous Les Barrets, Les Vigneraies, Le Temple, Roche Lentille, La Ferraye, La Rivière, Pommeret, La Commanderie, Les Hivers, Champs du Four, La Haute Corréo, Le Partiment, La Commanderie, Les Joppes, Champs Muret, Champs Poirier, Le Grava, Quint, Les Hermes de Quint, Ente Le Monge et Les Sagnes (RD944), Le Serre du Laux, Les Roux, Le Forest des Beaux)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits

➢ Les accès aux bâtiments ne devront pas être réalisés sur les façades exposées ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Sous **H = 0.5 m**, les façades exposées seront aveugles.

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0.5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **20 kPa.**

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extension doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque de ravinement pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors de crises météorologiques

ZONE BLEUE : B8	
Phénomène(s) principal (aux): ruissellement / ravinement	Aléa : faible
H (hauteur) = 0,8 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(Cône de déjection et zone d'épandage des ravins, Axes de ruissellement	
Quint, Les Marcellons)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits

➢ Les accès aux bâtiments ne devront pas être réalisés sur les façades exposées ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Sous **H = 0,8 m**, les façades exposées seront aveugles.

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,8 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **20 kPa.**

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extension doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer

cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque de ravinement pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,8 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors de crises météorologiques

ZONE BLEUE : B9	
Phénomène(s) principal (aux) : inondation par crue rapide	Aléa : fort, moyen, faible
H (hauteur) = 1 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(La plaine du Petit Buëch, au Nord de la voie ferrée)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Ouvrages de protection

Les maîtres d'ouvrage devront assurer l'entretien et le maintien en état des ouvrages de protection (berges du Petit Buëch au moins une fois par an, et le cas échéant lors de chaque crue importante).

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus de **H = 1 m.**

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure à H si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous H pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Sur le tènement soumis au risque inondation, la totalité de l'assiette des remblais de surélévation, hors bâti, ne devra pas excéder 50 % de l'emprise du bâti.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %)

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les constructions devront être renforcées pour résister à une pression de **20 kPa**, sauf le cas échéant pour les ouvertures correspondantes aux cas de dérogation explicitées dans les mesures d'urbanisme ci-avant.

➢ Les fondations et les parties enterrées devront résister aux sous-pressions hydrauliques, aux affouillements et à la saturation des terrains.

➢ Sous **H = 1 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements...) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés.

➢ Le stockage de produits toxiques ou dangereux ou de flottants de plus d'un mètre devra être réalisé au-dessus de **H = 1 m** ou dans des enceintes résistant aux efforts mentionnés ci-dessus.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les ouvertures sur les façades devraient être adaptées pour résister aux inondations, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations.

Autres mesures

➢ Le stockage de produits toxiques ou dangereux ou de flottants de plus d'un mètre devrait être réalisé au-dessus de **H = 1 m** ou dans des enceintes résistant aux efforts mentionnés ci-dessus.

ZONE BLEUE : B10	
Phénomène(s) principal (aux): inondation torrentielle	Aléa : fort, moyen, faible – secteur protégé par un ouvrage
H (hauteur) = 0,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre **1.4.3**	
(Cône de déjection en rive droite du torrent de l'Epervier	
Torrent de l'Epervier : Les Aires)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Ouvrages de protection

Les maîtres d'ouvrage devront assurer la surveillance et l'entretien des digues, des protections de berges et des ouvrages de correction du Torrent de l'Épervier au moins une fois par an, et le cas échéant lors de chaque crue importante.

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au minimum à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;
- ✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées des constructions devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 0,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B11

Phénomène(s) principal (aux) : inondation torrentielle

Aléa fort, faible – secteur protégé par un ouvrage

H (hauteur) = 0,50 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3

(Zone exposée à une inondation rapide (Petit Buëch) à l'arrière d'ouvrages de protection et aux divagations du torrent de l'épervier à l'arrière d'ouvrages de protection efficaces

Torrent de l'épervier : Les aires)

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite…). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Ouvrages de protection

Les maîtres d'ouvrage devront assurer l'entretien et le maintien en état des ouvrages de protection recensés par le PPR.

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous_sols sont interdits.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au minimum à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;
- ✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.
- ✔ les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements jusqu'à **0,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements...) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B12			
Phénomène(s) principal (aux) :	inondation torrentielle	Aléa :	fort
	ruissellement / ravinement		moyen
H (hauteur) = 1 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3			
(Zone exposée aux ruissellements provenant des combes de Combe Duc et des Conssous et à l'inondation rapide (Petit Buëch) à l'arrière d'ouvrage de protections			
les Tavis)			

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-Sol sont interdits.

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 1 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 1 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B13	
Phénomène(s) principal (aux) : inondation torrentielle ruissellement / ravinement	Aléa : fort
H (hauteur) = 0,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(Zone exposée aux ruissellements provenant des combes de Combe Duc et des Conssous et à l'inondation rapide (petit Buëch) à l'arrière d'ouvrage de protections Les Tavis)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions, les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;

✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;

✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;

✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa**.

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 0,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 0,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements...) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 0,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B14			
Phénomène(s) principal (aux):	Glissement / coulées de boue	Aléa :	moyen
	chutes de blocs		faible
H (hauteur) = 2 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3			
(Versant exposé à des glissements de terrain et à des chutes de pierre ou de blocs			
Lesbros)			

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite…). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

AU TITRE DE L'ALÉA GLISSEMENT

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension hors volume bâti existant

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Aucun rejet d'eau ne sera effectué dans la pente :

- ✔ les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

✔ les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

Mesures constructives

➢ Préalablement à toute construction, une étude géotechnique devra être réalisée par un expert. Cette étude devra donner le dimensionnement correct de tous les éléments du projet (fondations, renforcements, drainages, terrassements…). Le pétitionnaire devra attester de l'existence de cette étude et de la prise en compte, par le projet, de ses conclusions.

RECOMMANDATIONS

Le cas échéant l'étude géotechnique pourra être réalisée conformément à la fiche conseil correspondante en annexe du présent règlement.

Constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage devraient être évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devrait pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…).

➢ Dans le cas de dispositifs d'assainissement autonome existants, la filière d'assainissement devrait être adaptée afin de limiter au maximum les infiltrations dans le sol (création d'un lit filtrant drainé par exemple). Les effluents devraient être évacués par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

➢ Les maîtres d'ouvrage (commune, particuliers, etc.) devraient surveiller et entretenir régulièrement les réseaux d'eaux existants, afin de s'assurer de leur étanchéité.

AU TITRE DE L'ALÉA CHUTE DE BLOCS

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les accès aux bâtiments ne devront pas être réalisés sur les façades exposées ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Les balcons, terrasses, piscines ou zones de stationnement devront se situer dans la zone abritée par un bâtiment ou, à défaut, devront être protégés du phénomène.

➢ Tout dossier de permis de construire doit comporter un système de protection en amont de chacune des constructions envisagées. Ce système devra encaisser une énergie de 2000kj sur une hauteur de 2 m au-dessus du terrain naturel.

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque de chute de blocs pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATION

Le cas échéant, l'étude d'adaptation du projet prévue au point B ci-dessus pourra être réalisée conformément à la fiche conseil correspondante en annexe du présent règlement.

ZONE BLEUE : B15	
Phénomène(s) principal (aux) : inondation torrentielle	Aléa : moyen – secteur protégé par un ouvrage
H (hauteur) = 1 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3	
(Zone inondable par inondation rapide (Petit Buëch) en cas de dysfonctionnement du pont de la RD944 La poterie)	

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Sont autorisées avec comme seules prescriptions, les mesures constructives définies dans le présent règlement :

- ✔ les constructions et installations directement liées à l'exploitation agricole, pastorale, forestière ou piscicole des terrains.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

PRESCRIPTIONS

Ouvrages de protection

Les maîtres d'ouvrage devront assurer l'entretien et le maintien en état de l'ouvrage (pont de la RD944) au moins une fois par an, et le cas échéant lors de chaque crue importante

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits.

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;
- ✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 1 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 1 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

ZONE BLEUE : B16			
Phénomène(s) principal (aux):	Glissement / coulées de boue inondation torrentielle	Aléa :	moyen
H (hauteur) = 1,5 m au-dessus du terrain naturel défini dans le chapitre 1.4.3 (Zone de divagation du ravin des Roux sur zones instables Les Roux)			

OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL

➢ Sont interdits :

- ✔ l'implantation de bâtiments destinés aux services de secours ou à l'hébergement d'un public vulnérable (hôpitaux, maisons de retraite...). Néanmoins, cette interdiction ne s'applique pas aux extensions de ces bâtiments préexistants à la date d'approbation du PPR, sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.
- ✔ toute création ou extension de surface de camping.

➢ Sont autorisés sans prescription :

- ✔ s'ils concernent une surface de plancher ou une emprise au sol inférieure à 40 m² : les constructions, les annexes, les extensions et les changements de destinations
- ✔ les travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant
- ✔ les travaux d'entretien et de gestion courants des bâtiments, notamment les traitements de façade et la réfection des toitures.

➢ Les autres constructions sont autorisées sous réserve de l'application de l'ensemble des prescriptions définies dans le présent règlement.

AU TITRE DE L'ALÉA GLISSEMENT

PRESCRIPTIONS

Constructions nouvelles et extension hors volume bâti existant

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Aucun rejet d'eau ne sera effectué dans la pente :

- ✔ les eaux usées seront évacuées dans un réseau d'assainissement collectif ou après traitement, évacuées par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval...). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un traitement des eaux usées par un dispositif d'assainissement autonome non drainé après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber les effluents et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

✔ les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage seront évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devra pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…). Dans le cas d'impossibilité technique (absence de réseau ou d'émissaire à proximité) ou économique (mesures dépassant 10 % de la valeur du projet), il sera possible d'envisager un rejet direct sur le terrain ou dans le sol après réalisation d'une étude géotechnique statuant sur l'aptitude des sols à absorber ces eaux et sur l'absence d'incidence en termes de stabilité pour le projet et son environnement.

Mesures constructives

➢ Préalablement à toute construction, une étude géotechnique devra être réalisée par un expert. Cette étude devra donner le dimensionnement correct de tous les éléments du projet (fondations, renforcements, drainages, terrassements…). Le pétitionnaire devra attester de l'existence de cette étude et de la prise en compte, par le projet, de ses conclusions.

RECOMMANDATIONS

Le cas échéant l'étude géotechnique pourra être réalisée conformément à la fiche conseil correspondante en annexe du présent règlement.

Constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les eaux pluviales et les eaux collectées par drainage devraient être évacuées par canalisation étanche vers un réseau collectif ou un émissaire capable de les recevoir. Cette évacuation ne devrait pas induire de contraintes supplémentaires (augmentation de l'érosion dans les exutoires naturels, saturation du réseau, déstabilisation des terrains situés en aval…).

➢ Dans le cas de dispositifs d'assainissement autonome existants, la filière d'assainissement devrait être adaptée afin de limiter au maximum les infiltrations dans le sol (création d'un lit filtrant drainé par exemple). Les effluents devraient être évacués par canalisation étanche vers un émissaire capable de les recevoir.

➢ Les maîtres d'ouvrage (commune, particuliers, etc.) devraient surveiller et entretenir régulièrement les réseaux d'eaux existants, afin de s'assurer de leur étanchéité.

AU TITRE DE L'ALÉA INONDATION TORRENTIELLE

PRESCRIPTIONS

A. Les constructions respecteront les dispositions ci-dessous.

Constructions nouvelles et extensions au sol des constructions existantes

Mesures d'urbanisme et/ou d'architecture

➢ Les sous-sols sont interdits.

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées seront aveugles, avec dérogation possible pour les accès au bâtiment sous réserve qu'ils soient protégés du phénomène.

➢ La cote du sol du 1er niveau devra se situer au-dessus du terrain naturel.

➢ Par dérogation à la mesure précédente, la cote du sol du 1er niveau pourra se situer :

- ✔ à une cote inférieure au terrain naturel si des contraintes techniques ou d'accessibilité le justifient ;
- ✔ au niveau de la cote du sol existant, dans le cas d'une extension limitée par rapport à l'existant ;
- ✔ sous le terrain naturel pour une partie limitée d'un bâtiment industriel lorsque des contraintes techniques le justifient ;
- ✔ au niveau des voies d'accès, seulement pour les constructions et parties de constructions destinées au garage de véhicules ;
- ✔ au niveau des trottoirs, seulement pour les halls d'immeubles ou pour les commerces, et sous réserve que toutes les ouvertures situées sous H puissent être fermées et rendues étanches et résistantes lors des inondations.

➢ Les parkings extérieurs pourront être réalisés au niveau des voies d'accès ou du terrain naturel.

➢ Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (muret d'assise de moins de 50 cm de haut et reste de la clôture perméable à plus de 80 %).

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les façades exposées devront être renforcées pour résister à une pression de **30 kPa.**

➢ Les constructions et les fondations devront être renforcées pour résister à des affouillements **jusqu'à 1,5 m de profondeur**, aux sous-pressions hydrauliques et à la saturation des terrains de fondation.

➢ Sous **H = 1,5 m**, les matériaux utilisés devront résister ou être efficacement protégés en cas d'inondation ou de pénétration des eaux. Ils devront aussi empêcher les remontées d'humidité vers les niveaux supérieurs.

➢ Les matériels (électriques, équipements…) devront être installés hors d'eau ou être efficacement protégés

Extensions en élévation des constructions existantes

➢ Les parties construites en extensions doivent respecter les prescriptions imposées aux constructions nouvelles.

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces extensions sont interdites sauf si elles n'aggravent pas la vulnérabilité globale de la construction ou si elles permettent de diminuer cette vulnérabilité (par exemple lorsque l'extension s'accompagne de travaux permettant de diminuer la vulnérabilité de l'existant).

Travaux dans le volume bâti existant

➢ Si l'existant ne respecte pas les prescriptions imposées aux constructions nouvelles, ces travaux sont interdits sauf s'ils n'aggravent pas la vulnérabilité de l'existant ou s'ils permettent de diminuer cette vulnérabilité.

B. Par exception aux dispositions du A ci-dessus, une étude peut être réalisée par le porteur de projet pour évaluer plus précisément le phénomène et le niveau d'aléa, et proposer, le cas échéant, d'autres solutions de protection adaptées aux particularités locales et à la configuration des lieux.

Les solutions alternatives seront autorisées après démonstration de leur capacité à garantir la protection pérenne des biens et des personnes.

Si l'étude conclut à l'absence de risque torrentiel pour un secteur considéré, les constructions prévues dans ce secteur pourront être exemptées des prescriptions prévues par le PPR pour ce phénomène.

RECOMMANDATIONS

Constructions existantes

Mesures constructives

➢ Sous **H = 1,5 m**, les ouvertures sur les façades exposées, devraient être adaptées pour résister aux efforts mentionnés ci-dessus, soit par une protection ou des renforcements permanents soit par des aménagements permettant l'obstruction par des panneaux amovibles lors des inondations torrentielles.

5. ANNEXE : FICHES CONSEILS

- **Adaptation du projet au risque de chutes de pierres ou de blocs**

- **Adaptation du projet aux risques de glissement de terrain ou affaissement**

Fiche conseil : Adaptation du projet au risque de chutes de pierres ou de blocs

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un risque faible à moyen de chutes de pierres ou de blocs. Votre construction et les protections associées devront être adaptées à ce risque.

Cette adaptation doit être définie par un géologue.

Le géologue établira un rapport après étude de votre terrain. Un modèle de cahier des charges d'une étude géologique usuelle vous est donné ci-dessous, à titre d'exemple. Cet exemple devra être adapté, d'une part, à la situation des lieux et, d'autre part, aux caractéristiques de votre projet et à ses modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

Le géologue adaptera les moyens d'investigation pour répondre à votre cahier des charges.

Dans les cas les plus simples (projets de faible ampleur, possibilité de déplacer le projet vers les parties les mieux protégées du site, données déjà disponibles sur le site...), le géologue pourra juger possible de conclure par un avis synthétisant les connaissances disponibles sur ce site, sans nouvelles investigations géologiques.

Cahier des charges sommaire d'une étude géologique de risques de chutes de blocs, exemple

Cette étude est menée dans le contexte géologique du site.

Elle doit prendre en compte des critères objectifs, en particulier :

- *dans les zones de départ : les secteurs pouvant libérer des blocs, les mécanismes pouvant aboutir à la mise en mouvement de blocs, la masse et forme des blocs au départ (déterminées par l'étude de la fracturation), l'altitude de départ...*
- *dans les zones de transit : la surface topographique sur laquelle se développent les trajectoires, la nature et les particularités des terrains rencontrés par les blocs (rebonds possibles, fracturation, dispersion aléatoire des débris, présence de végétation absorbant une partie de l'énergie ...)*
- *dans la zone d'arrivée : la surface topographique, la présence d'obstacles modifiant les trajectoires en phase d'arrêt*

COMPLÉMENT QUANTITATIF (CALCULS)

*Dans un certain nombre de cas, le bureau d'études pourra être amené à compléter cette étude qualitative par une simulation trajectographique sur ordinateur *. Ces calculs doivent alors permettre de présenter une cartographie d'intensité du phénomène redouté et de définir les principes de protection (localisation et dimensions, à partir des énergies et des hauteurs de rebond calculées).*

Cette étude devra conclure sur :

- *les protections à mettre en place (soit dans les zones de départ pour stabiliser les masses instables, soit en amont du projet pour arrêter les blocs en mouvement)*
- *les renforcements et les adaptations des façades exposées*
- *les protections adaptées de l'environnement immédiat de la construction (accès, jardin, modalités de stationnement des véhicules...).*

Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géologique.
Il est conseillé de faire vérifier, par le géologue, la bonne conformité de votre projet aux conclusions de son étude.

IMPORTANT : la prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

Fiche conseil : Adaptation du projet aux risques de glissement de terrain ou affaissement

Votre terrain est situé dans un secteur exposé à un risque faible à moyen de mouvement de terrain. Votre construction et les terrassements associés devront être adaptés à ce risque.

Cette adaptation doit être définie par un géotechnicien.

Le géotechnicien établira un rapport après étude géotechnique de votre terrain. Un modèle de cahier des charges d'une étude géotechnique usuelle vous est donné ci-dessous, à titre d'exemple. Cet exemple devra être adapté, d'une part, à la situation des lieux et, d'autre part, aux caractéristiques de votre projet et à ses modalités de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation.

Le géotechnicien adaptera les moyens d'investigation pour répondre à votre cahier des charges.

Dans les cas les plus simples (projets de faible ampleur, possibilité de déplacer le projet vers les parties les plus stables du site, données déjà disponibles sur le site...), le géotechnicien pourra juger possible de conclure par un avis synthétisant les connaissances disponibles sur ce site, sans nouvelles investigations géotechniques.

Cahier des charges sommaire d'une étude géotechnique de sol, exemple

Cette étude a pour objectif de définir l'adaptation du projet au terrain.

Menée dans le contexte géologique du secteur, elle analysera les caractéristiques du terrain d'emprise du projet.

Elle définira le niveau et le type de fondation ainsi que les modalités de rejet des eaux.

Elle précisera les contraintes à respecter pour garantir la sécurité du projet (vis-à-vis des risques d'instabilités ou de tassement) et pour éviter toute conséquence défavorable sur les terrains environnants.

L'étude devra notamment définir les moyens et méthodes permettant, de manière pérenne et aussi pendant l'exécution des travaux :

- *de prévenir les risques d'instabilités induites par les terrassements (déblais ou remblais) ou par les surcharges (bâtiments, accès...) ;*
- *de prévenir les risques de rupture de canalisations (notamment par une conception et des modalités de contrôle adaptées) ;*
- *d'assurer une bonne gestion des eaux de surface et souterraines (notamment par les drainages à mettre en place...) ;*
- *en l'absence de réseaux d'évacuation adaptés, de prévenir les risques d'instabilités induites par les rejets d'eau (eaux pluviales ou drainées ou usées) en analysant notamment la faisabilité de systèmes d'infiltration des eaux et leurs modalités de réalisation et de contrôles ultérieurs.*

Le cas échéant, une étude des structures du bâtiment pourra compléter l'étude géotechnique.

Il est conseillé de faire vérifier, par le géotechnicien, la bonne conformité de votre projet aux conclusions de son étude.

IMPORTANT : la prise en compte de ces mesures ainsi que des résultats des études est de la responsabilité du maître d'ouvrage

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1.4. AS1 : ARRETES PORTANT DUP

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales : Santé-Environnement

Le Préfet des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

ARRETE PREFECTORAL n° :2008-67-5 du 7 mars 2008

Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS par le captage de FONTFROIDE

Pétitionnaire : Commune de la ROCHE DES ARNAUDS

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Autorisation au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la justice administrative ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Autorisation en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humainementionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publiqué ;

VU la délibération de la commune de La Roche des Arnauds en date du 14 décembre 2006 approuvant le projet, son montant et demandant :

De déclarer d'utilité publique
→la dérivation des eaux pour la consommation humaine
→ la délimitation et la création des périmètres de protection

De l'autoriser à
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
→ prélèver l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement

VU le rapport de Madame ROBERT, hydrogéologue agréée, en date du 15/01/2006 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17/04/2007 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt date du 11/07/2007 ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-206-2 du 25 juillet 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité;

VU les résultats de l'enquête publique ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 18 décembre 2007;

VU le rapport en date du 26 janvier 2008 de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques; en date du 26 février 2008 ;

Considérant

Que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;
La nécessité de protéger la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

ARRETE

RESSOURCE EN EAU

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de La Roche des Arnauds :

- Les travaux de captage et de dérivation des eaux de la source de Fontfroide.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, au captage de Fontfroide, au titre du Code de l'Environnement

ARTICLE 3 : Localisation

Le captage de Fontfroide est situé sur la parcelle n° 8 section F de la commune de La Roche des Arnauds.
Les coordonnées cartésiennes sont :

Lambert II étendu
x = 886008,4 m
y = 1961580,9 m
z = 1570 m

ARTICLE 4 : Débits autorisés

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à prélever, à partir du captage de Fontfroide, un débit **maximum** de 32 m^3/h et un volume total annuel de 280320 m^3 .

Conformément à l'article 214.57 du Code de l'Environnement, l'installation de prélèvement doit être équipée d'un dispositif de mesure homologué.

L'exploitant note, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :
- les volumes prélevés,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation. »

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative. Les éléments du suivi seront consignés dans un registre.

L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus prés du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 13159 m² sur la parcelle 8 Section F en partie. Il s'agit d'une parcelle appartenant à l'Office National des Forêts.

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate. Dans le cas de parcelles appartenant à l'Etat, une convention de gestion devra être établie conformément à l'article L51.1 du Code des domaines de l'Etat.

Ce périmètre sera clos (clôture amovible).

A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, pour avis.
La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique).
L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 292029 m² (29,2 hectares)
Les parcelles concernées sont les suivantes : Section F de la commune de la Roche des Arnauds **n° 1a en partie (78799 m²) ; n° 1b en partie (66061 m²) ; n° 2a en partie (91348 m²) ; n°3a en partie (1611 m²) ; n°7a en 5011 m²) ; n°8b en partie (6189 m²) et n°13 a en partie (43010 m²).**

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.
Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute construction ou réhabilitation d'anciennes constructions,
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux, notamment l'exploitation des eaux souterraines,
- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais organiques ou chimiques, boues de stations d'épuration ou compost, et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et tous produits phytosanitaires,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- Le pacage du bétail et les randonnées à cheval ou avec quelque animal que ce soit,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- Le camping et le stationnement des caravanes,
- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que de leurs conditions d'utilisation.
- Les véhicules motorisés de plaisance (motos , 4*4...) et l'ouverture de nouvelles pistes.

ARTICLE 6 : Accès

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisés.
L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- Pose de la clôture (clôture amovible)
- Pose d'un compteur des débits prélevés
- Matérialisation des drains par des bornes (sondage préalable)
- Mise en place d'un fossé de drainage des eaux superficielles.
- Débroussaillage et nettoyage des ouvrages et de la zone de protection immédiate
- Mettre une grille anti insectes sur le trop plein
- Rendre étanches les portes
- Abaisser le terrain naturel devant la porte pour éviter l'entrée d'eau dans le regard.
- Entretien régulier des ouvrages

ARTICLE 8 : Publication des servitudes et droit de Préemption Urbain

La commune de La Roche des Arnauds assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.
La commune de La Roche des Arnauds peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.

Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Fontfroide est soumis à Autorisation au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.
Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature du décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m3/an.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 11 : Autorisation de distribution

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Fontfroide dans le respect des modalités suivantes :

- → Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- → Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application. En cas de non conformité, un traitement approprié devra être mis en œuvre pour satisfaire aux exigences sanitaires.Le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine fera l'objet d'un arrêté d'autorisation indépendant de ce présent arrêté.
- → Le captage et le périmètre de protection immédiate sont propriété de la commune de La Roche des Arnauds et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Réseau

Le captage de Fontfroide alimente le chef lieu de la commune, le camping, les quartiers situés en rive gauche du petit Buech et une centaine d'habitations de la ville de Gap.

ARTICLE 13: Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de La Roche des Arnauds veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.
En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociaux dés qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 14 Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de La Roche des Arnauds selon les tarifs et les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisés. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.
L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute.
L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 16: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

¤ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.

¤ Les synthèses commentées que peut établir la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17: Plans et visite de récolement

La commune de La Roche des Arnauds établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.
Ces plans sont adressés à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 18: Respect de l'application du présent arrêté

La commune de La Roche des Arnauds veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 19: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits ainsi que les achats ou expropriations éventuelles devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la commune de La Roche des Arnauds dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 : Modifications

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume...) tout changement de type de moyen de mesure ou mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

ARTICLE 21: Notifications et publicité de l'arrêté

¤ Le présent arrêté est notifié au maire de La Roche des Arnauds en vue de :

→ la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.
→ la mise à disposition du public,
→ l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux,
→ sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,
→ son insertion dans les documents d'urbanisme,
→ sa publication à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 22 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, **dans un délai de deux mois à compter de sa publication** saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif.
Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

ARTICLE 23 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes Alpes,
Le Maire de la commune de La Roche des Arnauds,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes Alpes.

GAP, le 7 [illegible]

Le PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Serge [illegible]

<u>Documents annexés</u> :
→ **Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page**
→ **Etat parcellaire : 1 page**

PROJET	Réf. : ARNAU 02 0007
	Procédure de mise en conformité des périmètres de protection du captage de FontFroide
PETITIONNAIRE	Commune de LA ROCHE DES ARNAUDS

ETAT PARCELLAIRE INDIVIDUEL

Captage de : FONTFROIDE — Commune de : LA ROCHE DES ARNAUDS — N° TERRIER : 2 — Page : 2,1

ETAT NOUVEAU

RENSEIGNEMENTS CADASTRAUX						PERIMETRE IMMEDIAT Partie à acquérir			PERIMETRE RAPPROCHE Constitution de servitudes				HORS EMPRISE Surf.en m²
N° Communal	Sect.	N°	Lieu-Dit	Surf.en M²	Nature culture	Sect.	N°	Surf.en M²	Sect.	N°	Surf.en M²	Caractéristiques des servitudes	
+00050	F	1	Chenille	739 760	L 03				F	1 a	78 799		38 291
									F	1 b	66 061		555 729
+00050	F	2	Chenille	178 486	L 02				F	2 a	91 348		880 94 472 * erreur cadastrale de 7 334 m² Surface totale réelle : 185 820 m²
									F	3 a	1 611		30 489
+00050	F	3	FontFroide	32 100	BR 03				F	7 a	5 011	Définies dans l'arrêté d'utilité publique	21 309
+00050	F	7	FontFroide	26 320	L 02	F	8 a	13 159	F	8 b	6 189		178 268
+00050	F	8	FontFroide	214 428	L 02								16 812
+00050	F	13	Largentière	204 660	BR 03				F	13 a	43 010		161 650
						Total emprise		13 159	Total emprise		292 029		

PROPRIETAIRE CADASTRAL :
État - Ministère de l'Agriculture
Gestionnaire : Office National des Forêts, situé "5 rue des Silos" 05000 GAP et dont le numéro de SIRET est 662 043 116 02154

NATURE DES BIENS : de l'État

PROPRIETAIRES REELS OU AYANTS-DROITS :

Gap, le 17 [illegible] 2008

Pour le Préfet et par délégation
Le Chef du Bureau
de l'Environnement
et du Développement Durable

Dominique MARCOT

ORIGINE DE PROPRIETE :
Antérieure au 1er janvier 1956

Regard de captage

LANGENTIERE

FONTFROIDE

CHENILLE

1 2 3 4 5 6 7 8 11 12 13 15 16 26 28

Légende

Zone de protection immédiate

Zone de protection rapprochée

- Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de service
de l'environnement
et du développement durable

Ingénieur en Chef MARCOT

VU pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Gap, le - 7 MARS 2008

Pour le Préfet et par délégation

SAUNIER & ASSOCIES

Agence de GAP
84 route d'Embrun 05 000 GAP
Tél. 04-92-52-35-02 Fax. 04-92-53-60-07
E-mail : contacts-05@saunier-associes.com

COMMUNE DE LA ROCHE DES ARNAUDS		CAPTAGE DE FONTFROIDE	
Ech. : 1/5000	Date : Sept 2006	Auteur : BMU	Réf: ARNAU 003
Fichier : périmètre de protection.dwg		Chef de Projet : RDA	

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PLU

PREFECTURE DES HAUTES-ALPES

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales : Santé-Environnement

Le Préfet des Hautes-Alpes,
Chevalier de la Légion d'Honneur ;

ARRETE PREFECTORAL n° :2008-67-4 du 7 mars 2008

Objet : Alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de LA ROCHE DES ARNAUDS par le captage de FORTUBE

Pétitionnaire : Commune de la ROCHE DES ARNAUDS

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
de la dérivation des eaux souterraines,
de l'instauration des périmètres des protection

Arrêté portant autorisation de distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine.

Arrêté portant Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L 1321-1 à L 1321-10, les articles R 1321-1 à R 1321-68 et les articles R 1416-1 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement notamment le livre II ainsi que l'article L 215.13 relatif à la dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et les articles L 214-1 à L 214-6, R214-1 à R214-60 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 211-1 et suivants;

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la justice administrative ;

VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à Déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0 ; 1.2.1.0 ; 1 2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature figurant au tableau annexé à l'article R 214.1 du Code de l'Environnement;

VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humainementionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;

VU **la délibération de la commune de La Roche des Arnauds en date du 14 décembre 2006 approuvant le projet, son montant et demandant :**

De déclarer d'utilité publique
→la dérivation des eaux pour la consommation humaine
→ la délimitation et la création des périmètres de protection

De l'autoriser à
→ délivrer au public de l'eau destinée à la consommation humaine
→ prélèver l'eau dans le milieu naturel au titre du Code de l'Environnement

VU le rapport de Madame ROBERT hydrogéologue agréée, en date du 15/01/2005

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 17/04/2007 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt date du 11/07/2007 ;

VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-206-2 du 25 juillet 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité;

VU les résultats de l'enquête publique ;

VU les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 18 décembre 2007;

VU le rapport en date du 26 janvier 2008 de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques; en date du 26 février 2008 ;

Considérant

Que les besoins en eau potable destinée à l'alimentation humaine énoncés à l'appui du dossier sont justifiés;
La nécessité de protéger la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales :

ARRETE

RESSOURCE EN EAU

ARTICLE 1 : Déclaration d'Utilité Publique

Sont déclarés d'utilité publique au profit de la commune de La Roche des Arnauds :

- Les travaux de captage et de dérivation des eaux de la source de Fortube.
- L'acquisition des terrains nécessaires à l'instauration du périmètre de protection immédiate.
- L'institution des servitudes dans le périmètre de protection rapprochée.

ARTICLE 2: Autorisation de prélèvement :

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à prélever de l'eau dans le milieu naturel, au captage de Fortube, au titre du Code de l'Environnement

ARTICLE 3 : Localisation

Le captage de Fortube est situé sur la parcelle n° section de la commune de La Roche des Arnauds. Les coordonnées cartésiennes sont :

Lambert II étendu
x = 887892,2 m
y = 1960404,085 m
z = 1315 m

ARTICLE 4 : Débits autorisés

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à prélever, à partir du captage de Fortube, un débit maximum de 86,4 m^3/j .

Conformément à l'article 214.57 du Code de l'Environnement, l'installation de prélèvement doit être équipée d'un dispositif de mesure homologué.

L'exploitant note, mois par mois, sur un registre spécialement ouvert à cet effet :
- les volumes prélevés,
- le nombre d'heures de pompage,
- les variations éventuelles de la qualité qu'il aurait pu constater,
- les changements constatés dans le régime des eaux,
- les incidents survenus dans l'exploitation de l'installation ou le comptage des prélèvements et notamment les arrêts de pompage,
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation. »

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondants à ces mesures et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative. Les éléments du suivi seront consignés dans un registre
L'excédent capté retournera au milieu naturel au plus prés du point de captage.

ARTICLE 5: Périmètres de protection

Un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée sont mis en place pour protéger le point d'eau. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans et états parcellaires joints au présent arrêté.

ARTICLE 5.1: Périmètre de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étendra sur une surface de 7282 m² sur les parcelles : **Section B ;n° 277b en partie (2155 m²) ; n° 13a en partie (818m²); n° 276a en partie(4309 m²).**

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à acquérir soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté, les terrains nécessaires à l'établissement du périmètre de protection immédiate.
Ce périmètre sera clos (clôture amovible).
A l'intérieur de ce périmètre sont interdites toutes les activités autres que celles liées à l'entretien du captage et des installations sauf Autorisation accordée, au préalable, par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.
Tous travaux à l'intérieur de ce périmètre devront être signalés, au préalable, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, pour avis.
La végétation présente sur le site doit être entretenue régulièrement (taille manuelle ou mécanique). L'emploi de produits phytosanitaires est interdit. La végétation, une fois coupée, doit être extraite de l'enceinte du périmètre de protection immédiate.

ARTICLE : Périmètre de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étendra sur une surface de 461301 m² (46,13 hectares).

Les parcelles concernées sont les suivantes : Section B de la commune de la Roche des Arnauds : n° **13b ; 15a en partie (54514 m ²); 1 ; 3a en partie (74048 m²) ; 8 ; 9 ; 10a en partie (163850 m²) ; 11 ; 17a en partie (8606 m²) ; 7a (8461 m²) ; 16a en partie (3189 m²) ; 277b en partie (6788 m²) ; 285a en partie(650 m²) ; + le chemin au droit des parcelles n° 1 ;3 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; et 15 soit 5330 m² et le chemin au droit des parcelles n° 277 et 285 soit 275 m².**

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée.

Sur ces parcelles, sont interdites toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau, en particulier :

- Toute construction ou réhabilitation d'anciennes constructions,
- Tous travaux en sous-sol pouvant porter atteinte à la qualité des eaux, notamment l'exploitation des eaux souterraines,
- Le forage de puits,
- Les puits filtrant pour l'évacuation des eaux mêmes pluviales,
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières,
- Le remblaiement d'excavations ou de carrières existantes,
- L'installation de dépôt de déchets de toute nature ou de produits et matières ou de produits polluants susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- L'implantation d'ouvrage de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées,
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux,
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- L'épandage ou l'infiltration des lisiers et d'eaux usées d'origine industrielle et des matières de vidange,
- L'épandage ou l'infiltration d'eaux usées ménagères ou des eaux vannes,
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail,
- Le stockage et l'épandage de fumier ou lisier, engrais organiques ou chimiques, boues de stations d'épuration ou compost, et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures, et tous produits phytosanitaires,
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres,
- Le pacage du bétail et les randonnées à cheval ou avec quelque animal que ce soit,
- L'installation d'abreuvoirs ou d'abris pour le bétail,
- Le camping et le stationnement des caravanes,
- La construction ou la modification des voies de communication ainsi que de leurs conditions d'utilisation.
- Les véhicules motorisés de plaisance (motos , 4*4...) et l'ouverture de nouvelles pistes.

ARTICLE 6 : Accès

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisés.

L'accès au captage et aux principaux ouvrages devra faire l'objet d'une servitude de passage par acte notarié.

ARTICLE 7 : Travaux et aménagements

- Mise en place d'un système de mesure et de régulation des débits prélevés;
- Pose de la clôture (clôture amovible)
- Matérialisation des drains par des bornes (sondage préalable)
- Mise en place d'un fossé de drainage des eaux superficielles
- Débroussaillage et nettoyage des ouvrages et de la zone de protection immédiate
- Mettre une grille ante insectes sur le trop plein
- Rendre étanche les portes
- Abaisser le terrain naturel devant la porte pour éviter l'entrée d'eau dans le regard.
- Entretien régulier des ouvrages
- Comblement de la zone des drains par de l'argile (talus permettant de dévier les eaux superficielles)

ARTICLE 8 : Publication des servitudes et droit de Préemption Urbain

La commune de La Roche des Arnauds assure sans délai la notification du présent arrêté aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.
La commune de La Roche des Arnauds peut instaurer un droit de préemption urbain sur les terrains du périmètre de protection rapprochée dans les conditions définies à l'article L 211-1 du Code de l'Urbanisme.
Les servitudes instituées à l'article 5.2 dans le périmètre de protection rapprochée seront soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 9 : Indemnités

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires et aux occupants des terrains concernés par ce projet seront fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 10 : Situation du prélèvement par rapport au Code de l'Environnement

Le prélèvement d'eau au captage de Fortube est soumis à Déclaration au titre des articles L 214.1 à 214.3 du Code de l'Environnement.
Il relève de la rubrique 1.1.2.0 de la nomenclature du décret 93-743 du 29 mars 1993 modifié : Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an.

DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 11 : Autorisation de distribution

La commune de La Roche des Arnauds est autorisée à distribuer au public de l'eau destinée à l'alimentation humaine à partir du captage de Fortube dans le respect des modalités suivantes :

- → Le réseau de distribution et les ouvrages doivent être conçus et entretenus suivants les dispositions de la réglementation en vigueur.
- → Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et ses textes d'application. En cas de non conformité, un traitement approprié devra être mis en œuvre pour satisfaire aux exigences sanitaires.Le traitement de l'eau destinée à la consommation humaine fera l'objet d'un arrêté d'autorisation indépendant de ce présent arrêté.
- → Le captage et le périmètre de protection immédiate sont propriété de la commune de La Roche des Arnauds et sont aménagés conformément au présent arrêté.

ARTICLE 12 : Réseau

Le captage de Fortube alimente les quartiers des Roux, Les Baux, les Bas Baux, Tournosy et la Bastine.

ARTICLE 13 : Surveillance de la qualité de l'eau

La commune de La Roche des Arnauds veille au bon fonctionnement du système de production et de distribution et organise la surveillance de la qualité de l'eau distribuée.
En cas de difficultés particulières ou de dépassement des exigences de qualité, la commune prévient la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociaux dés qu'elle en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

ARTICLE 14: Contrôle sanitaire de la qualité de l'eau

La qualité de l'eau est contrôlée selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur. Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge de la commune de La Roche des Arnauds selon les tarifs et les modalités fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15: Dispositions permettant les prélèvements et le contrôle des installations

Les agents des services de l'Etat chargés de l'application de Code de la Santé Publique et du Code de l'Environnement ou leurs délégataires ont constamment accès aux installations autorisés. Pour cela, des servitudes d'accès seront établies pour les propriétés privées traversées.
L'aménagement du captage doit permettre le prélèvement d'eau brute.
L'exploitant responsable des installations est tenu de laisser à leur disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 16: Information sur la qualité de l'eau distribuée

Sont affichés en mairie, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception :

¤ L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire.

¤ Les synthèses commentées que peut établir la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sous forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales concernant la qualité de l'eau devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17: Plans et visite de récolement

La commune de La Roche des Arnauds établit des plans de récolement des installations à l'issue de la réalisation des travaux.
Ces plans sont adressés à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales dans un délai de 3 mois suivant l'achèvement des travaux. Après réception de ce document, une visite sera effectuée sur les lieux.

ARTICLE 18: Respect de l'application du présent arrêté

La commune de La Roche des Arnauds veille au respect du présent arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

ARTICLE 19: Durée de validité

Les travaux et aménagements décrits *ainsi que les achats ou expropriations éventuelles* devront être réalisés dans un délai de 5 ans à compter de la signature du présent arrêté.
Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la commune de La Roche des Arnauds dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 20 : Modifications

Toutes modifications notables apportées par le déclarant aux ouvrages ou installations de prélèvement (localisation, mode d'exploitation, débit, volume...) tout changement de type de moyen de mesure ou mode d'évaluation des débits prélevés, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation sanitaire et de déclaration de prélèvement doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

ARTICLE 21: Notifications et publicité de l'arrêté

¤ Le présent arrêté est notifié au maire de La Roche des Arnauds en vue de :

→ la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté.
→ la mise à disposition du public.
→ l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois, une mention de cet affichage est insérée en caractères permanents dans deux journaux locaux,
→ sa notification individuelle sans délai aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R1321.13 du Code de la Santé publique,
→ son insertion dans les documents d'urbanisme.
→ sa publication à la conservation des hypothèques.

ARTICLE 22 : Délais de recours et droits des tiers

Toute personne qui désire devoir contester le présent arrêté peut, **dans un délai de deux mois à compter de sa publication** saisir d'un recours contentieux le Tribunal administratif.
Elle peut également saisir, dans le même délai, d'un recours gracieux, le préfet des Hautes Alpes.

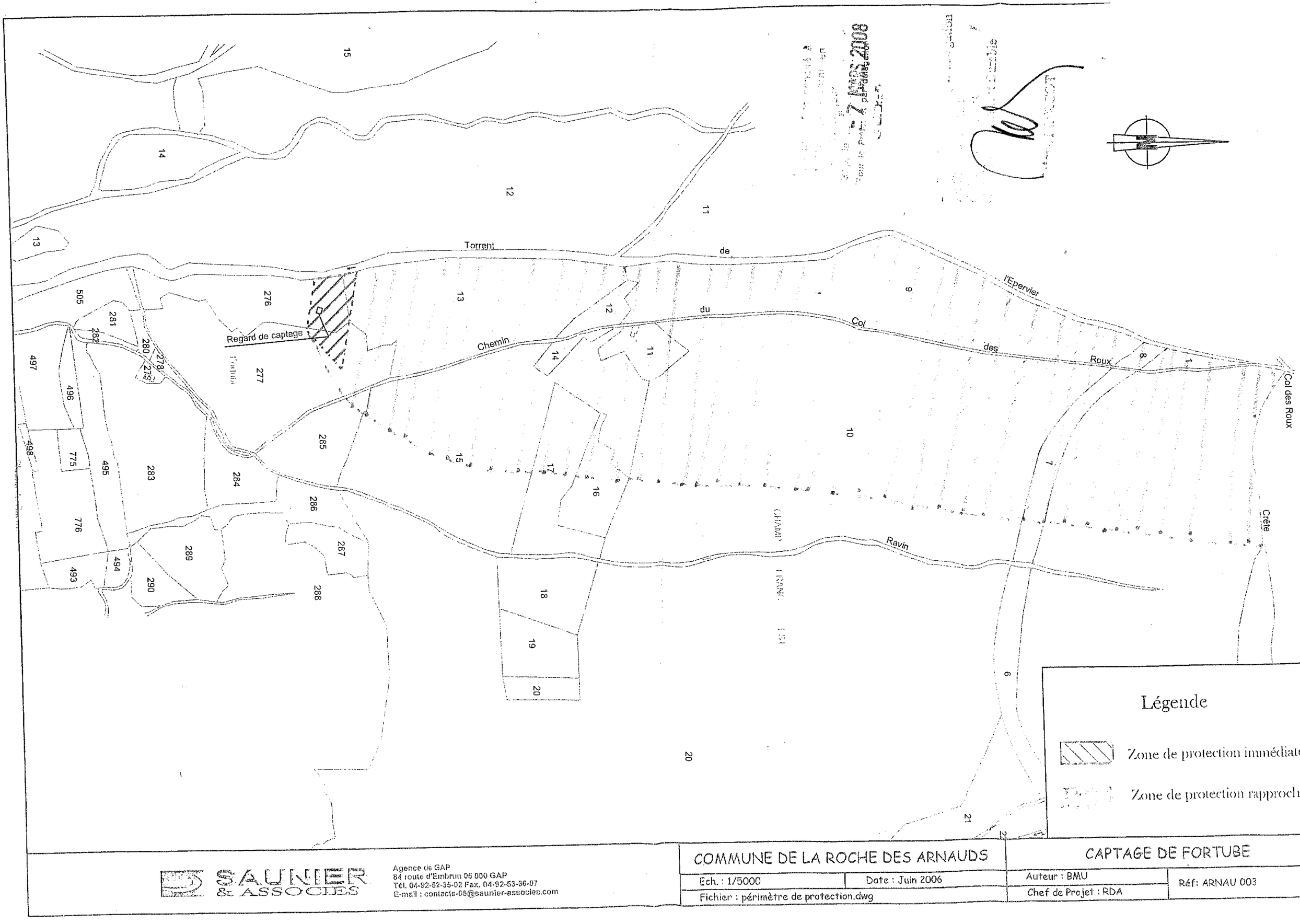
ARTICLE 23 : Mesures exécutoires

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Hautes Alpes,
Le Maire de la commune de La Roche des Arnauds,
Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
Le Directeur Départemental de l'Equipement,
Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes Alpes.

GAP, le - 7 [illegible] 2000

Le PREFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

<u>Documents annexés</u> :
→ Plan parcellaire délimitant les périmètres de protection : 1 page
→ Etats parcellaires : 5 pages



SAUNIER & ASSOCIES

Agence de GAP
84 route d'Embrun 05 000 GAP
Tél. 04-92-52-35-02 Fax. 04-92-53-66-07
E-mail : contacts-05@saunier-associes.com

COMMUNE DE LA ROCHE DES ARNAUDS

CAPTAGE DE FORTUBE

Ech. : 1/5000	Date : Juin 2006	Auteur : BMU	Réf: ARNAU 003
Fichier : périmètre de protection.dwg		Chef de Projet : RDA	

DEPARTEMENT DES HAUTES-ALPES (05)

COMMUNE DE LA-ROCHE-DES-ARNAUDS (05400)

RÉVISION
DU PLAN LOCAL D'URBANISME



5.1.5. AC2 : BLOC ERRATIQUE DE LA CONDAMINE

Révision du PLU arrêtée le : 11/02/2021

Révision du PLU approuvée le : 03/03/2022

Alpicité
Urbanisme, Paysage, Environnement

SARL Alpicité – avenue de la Clapière,
1, résidence la Croisée des Chemins
05200 Embrun
Tel : 04.92.46.51.80.
Mail : nicolas.breuillot28@gmail.com

LA ROCHE-DES-ARNAUDS
BLOC ERRATIQUE DE LA CONDAMINE

Hautes-Alpes
15
Site Classé

CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Site classé
Arrêté du 29 Novembre 1912

Propriété
Commune

Superficie
110m²(emprise au sol)

Autres mesures de protection concernant le site :

Aucune

Autres sites protégés sur la commune :

Aucun





Vue depuis la RD418 et vue rapprochée du bloc pris dans la végétation

COMPOSANTES DU SITE

Motivation de la protection

Préalablement à la Loi du 2 Mai 1930 et se basant sur la Loi du 21 Avril 1906, qui organise “la protection des sites et monuments naturels de caractère artistique”, plusieurs blocs erratiques (abandonnés lors du recul des glaciers) furent protégés pour éviter leur destruction. Ils étaient, en effet, utilisés comme des “carrières à ciel ouvert”, fournissant des matériaux pour les travaux d’infrastructure, le renforcement des digues etc. Cette “vague” de protection s’est échelonnée entre Août 1911 et Mai 1914, et a concerné 7 sites, centrés sur Gap et ses environs (Buëch et Champsaur).

Le dossier de classement ne comporte pas de note de motivation spécifique, mais un courrier du Conservateur du Musée Départemental au Préfet daté du 12 Avril 1912 : *“j’avais eu l’honneur d’appeler votre bienveillante attention sur une mesure de préservation en faveur du bloc erratique de la Condamine, que la Municipalité de la Roche-des-Arnauds se proposait d’exploiter pour la confection d’une digue. J’avais espéré que, sur votre haute intervention, une pareille destruction aurait été interdite. Or, j’apprends de divers côtés qu’il y aurait, paraît-il, une transaction et que cette municipalité serait autorisée à exploiter une partie de ce bloc et que le restant serait ensuite classé comme monument naturel. J’ai peine à croire, Monsieur le Préfet, que la mutilation de ce bloc puisse être autorisée. Car ce bloc est l’unique erratique qui subsiste encore sur les terrains communaux de toute la vallée du Buëch. Il est en outre le seul, qui présente un réel intérêt par sa position éminente et par ses grandes dimensions (...) Le dernier témoin de la glaciation durancienne dans la vallée du Buëch.”*
Suite à cette intervention du Conservateur du Musée de Gap, le Préfet indique à la commune par un courrier en date du 23 Mai 1912 que *”le bloc réduit de 200m³ pour les réparations urgentes des digues des Grands Vergers ne peut être laissé à la disposition des habitants et que son classement comme monument naturel s’impose.”*
Le Conseil Municipal lors d’une délibération en date du 6 Juin 1912 conclut qu’il “*demande le classement de la partie restante du bloc après que le Syndicat des Grands Vergers en aura extrait les matériaux nécessaires à la réparation urgente des digues”.*

Février 2002

Etat actuel

Ce bloc est implanté sur l'adret dominant le village, en rive gauche du ravin de la Condamine, immédiatement en amont de la RD418. Malgré sa hauteur d'environ 5m, il n'est que partiellement visible depuis la route car progressivement masqué par une végétation arbustive et arborée : noyer, sorbier des oiseleurs, églantier... Cela forme une sorte de bosquet associé au cordon boisé du ravin de la Condamine. Le paysage environnant est composé de prairies sèches et de champs.

Observation

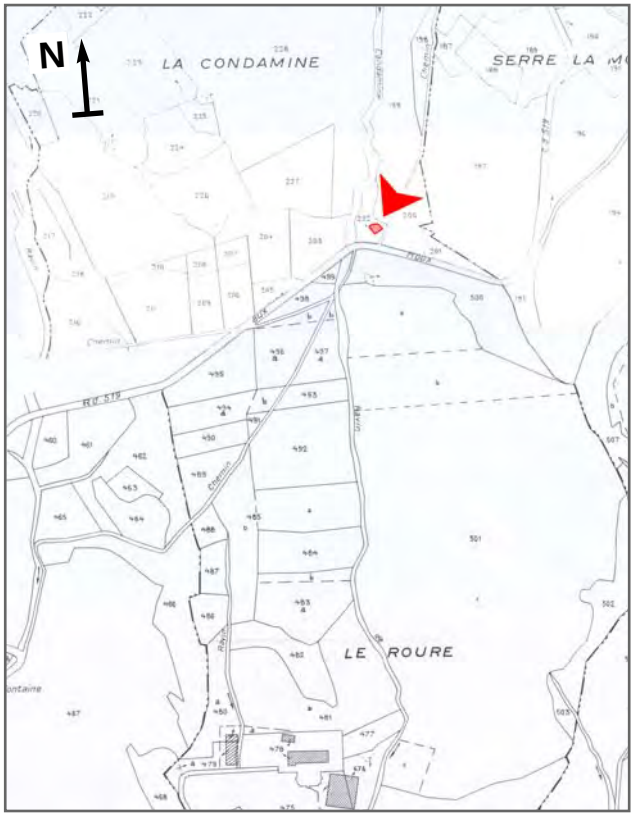
Le classement est attaché au seul bloc. Cependant, le découpage parcellaire tient compte de cet élément topographique car il couvre la totalité du tènement de la parcelle concernée.

LOCALISATION ET PERIMETRE

Le bloc erratique de la Condamine situé sur la parcelle cadastrale n°281, section E *(Arrêté du 29 Novembre 1912).*

La localisation de ce site correspond au niveau cadastral actuel à la référence suivante : section E, feuille 3, parcelle 202.

Localisation sur le cadastre actuel (échelle 1/8100ème environ)



Situation : carte IGN 1/25000ème

